



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

PAIX
DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8 fr.
Un an 16 fr.
Pour le Continent 20 fr.
Pour l'étranger 24 fr.
PAIX D'INSCRIPTION.
Diverses 40 c.
Indicatives 25 c.
Les lettres et annonces doivent être adressées franco.

été assailli et volé près du château royal de Rancunigi, on il y a toujours plusieurs milliers d'hommes de garnison.

Malgré les événements politiques, le sixième Congrès scientifique italien se réunira ici cette année. Une circulaire de M. le comte Borromeo, président général, annonce que l'ouverture solennelle de l'assemblée aura lieu le 12 septembre prochain dans le palais impérial et royal de Brera, où les savants tiendront leurs séances qui dureront jusqu'au 27 du même mois. Le gouvernement mettra à la disposition des membres du Congrès, pour les conférences de la soirée, le palais del Marino.

— On écrit de la Haye, 19 août :

Le bruit répandu que les Anglais méditaient une descente dans l'île Bornen, où les Hollandais ont seuls des possessions, a causé ici un certain émoi. On craint, et les habitudes anglaises ne justifient que trop ces craintes, que ces nouveaux hôtes, une fois établis dans l'île, ne veuillent plus la quitter. L'ambassadeur hollandais à Londres a reçu les instructions les plus positives pour protester.

— On écrit de Berlin, le 18 août :

Un courrier russe, se rendant à Weymar, a passé ici la nuit dernière et a apporté la nouvelle que la grande-duchesse Alexandra était morte le 10, quelques heures après son accouchement. On croit que l'empereur et l'impératrice iront s'établir à Peterhoff et qu'ils y feront un assez long séjour.

— La cour royale de Poitiers ayant refusé d'exécuter, sous prétexte d'inconstitutionnalité et d'illegalité, l'ordonnance royale en date du 5 de ce mois qui prescrit de répartir pour le roulement annuel entre les chambres civiles des cours royales, les membres attachés aux chambres de mises en accusation, sa délibération a été déferée à la cour de cassation par M. le garde des sceaux, en vertu de l'article 80 de la loi du 27 ventose an VIII.

La chambre civile présidée par M. Zangiacomi, après avoir entendu le rapport de M. le conseiller Mesnard, a aujourd'hui, sur les conclusions conformes de M. Delangle, avocat général, cassé la délibération de la cour royale de Poitiers et ordonné l'exécution de l'ordonnance relative au roulement selon sa forme et teneur.

— On lit dans le Times :

La nouvelle du bombardement de Tanger causera quelque excitation en Angleterre, et surtout en raison des relations délicates qui existent entre nous et la France; mais il n'y a rien là qui doive alarmer nos sentiments nationaux. La France et le Maroc, sont deux puissances indépendantes et elles peuvent combattre si cela leur plaît sans nous donner aucune raison d'intervenir.

Quoiqu'il en soit, il est du devoir de l'Angleterre de se tenir sur le qui vive, dans cette occasion, et de veiller à ce que la France ne convertisse pas une affaire de représailles en moyens d'agression et de conquêtes. Des attaques comme celles-ci ont déjà fini par l'occupation complète d'un pays par une puissance étrangère, et les Français probablement ne sont pas si complètement satisfaits des avantages qu'ils ont retiré de leurs conquêtes en Algérie, qu'ils ne fussent encore très contents d'avoir une tranche de Maroc (Slice of Morocco.)

— Le Morning Chronicle fait les réflexions suivantes :

Une querelle s'est engagée et le premier coup a été porté. La France et le Maroc sont déjà en guerre, et la nouvelle du bombardement de Tanger attirera l'attention sur notre département des affaires étrangères. Des actes récents nous permettent de dire à la France, que si nous sommes d'accord sur certaines choses, non seulement

nous refusons d'acquiescer à certaines autres, mais encore que nous la préviendrons par tous les moyens en la possession du Royaume Uni. La Méditerranée n'est pas faite pour la France et Marseille seulement. C'est une grande mer (no ble sea) que l'Europe et l'Amérique doivent conserver en beaucoup de mains, plutôt qu'en une. — Pour Alger, n'en parlons pas, la France peut avoir quelques titres reconnus à sa possession; nous ne discuterons pas sur un fait accompli, mais le Maroc ne doit pas être ajouté à l'Algérie ni Tunis au Maroc. — Rien ne serait plus déplorable que de voir la guerre s'élever entre deux pays aussi civilisés, aussi puissants que la France et l'Angleterre. Ce serait une guerre de géants. — On ne peut désirer moins la guerre et plus la paix que nous, mais il est quelque chose de pire que la guerre, quelque chose que la paix ne peut compenser pour un peuple, c'est la perte de son honneur.

DÉLATEUR, DÉLATION. — Sous l'ancienne Rome, on désignait sous la dénomination de *Délatores* (Délatores) des hommes qui servaient dans l'ombre et sans honte les haines et les vengeances des partis.

La délation et la dénonciation étaient alors encouragées à cause du défaut des institutions gouvernementales qui n'appartenaient qu'aux temps modernes. Le *délateur* dénonçait un crime imaginaire qui était aussitôt puni. Il y avait les *délatores* et les *dénonciateurs* en titre qui prenaient la dénomination de *Curiosi* et *Stationarii*. La législation elle-même encourageait si effrontément la délation par les prix qu'elle accordait à la calomnie, que l'on a vu dans les temps odieux de l'empire Romain, le fils se porter délateur de son père, l'esclave le délateur de son maître. Les abus furent poussés à un tel excès qu'il y eut enfin nécessité de sévir; et plusieurs lois ordonnèrent la punition des délateurs.

Le mot *délateur* est passé dans notre langue avec toute son ignominie, il est en quelque sorte inséparable de l'épithète de *vil*, qui le caractérise parfaitement.

D'après nos lexicographes, le *délateur* est celui qui cherche, découvre, défend et rapporte secrètement ce qu'il croit avoir vu, entendu, et souvent ce qu'il est intéressé à faire croire. C'est un lâche qui assassine au milieu des ténébres.

Dans notre siècle on l'emploie à peu près comme synonyme de *dénonciateur* pris dans une acception plus odieuse encore. Il y a, en effet, cette différence dans les deux expressions, que l'une se rapporte à la dénonciation d'un fait vrai, mais qui est déclaré sans qu'aucun devoir y oblige, et même quelquefois sans l'espoir d'une récompense; tandis que la *délation* se rapporte toujours à un fait innocent, auquel le *délateur* donne, par esprit de vengeance, de haine, d'envie, ou de parti, un caractère criminel, qu'il se plaît à envenimer et qu'il ne manque jamais de couvrir du manteau du bien public.

De nos jours la délation n'est pas encouragée par le gouvernement; mais par la mauvaise presse, et par l'impunité de ceux qui en sont les auteurs et moteurs.

(THELLET.)

AVIS.

Le Conseil Municipal de Bastia, par ses délibérations en date du 1^{er} février 1844, et 18 juin, même année, a voté l'acquisition :

1^o De l'église et du couvent Saint-Joseph, avec ses attenances, appartenant à M. Camoin-Vence.
2^o De la propriété de M. Carbuca (Horace) tenant aux dits couvent et église, avec les écuries qui s'y trouvent, et une petite cave incorporée dans le local du couvent.

Les dits immeubles, une fois acquis par la vil-

le, devant être cédés au Diocèse, pour être spécialement affectés, aux frais de celui-ci, à l'établissement d'une maison de retraite, pour les ecclésiastiques de l'ancien département du Golo.

Conformément aux articles 2 et 3 de l'ordonnance royale du 23 août 1835, le plan des lieux, et l'appréciation des dépenses resteront déposés pendant quinze jours à la mairie à dater de ce jour 29 août 1844, pour que chacun puisse en prendre connaissance.

Après le délai indiqué, M. de Marengo, membre du Conseil Municipal, recevra, en qualité de Commissaire enquêteur, désigné par M. le préfet, les déclarations des habitants sur l'utilité publique de ladite acquisition.

A cet effet, un registre sera ouvert à la mairie le 13 septembre prochain, et clos le 15 même mois, pour y consigner depuis 10 heures du matin, jusqu'à 4 heures de relevée, les déclarations dont il s'agit.

Fait en l'Hôtel de Ville, à Bastia, 29 août 1844.

Pour le Maire empêché,
L'Adjoint Municipal
P. MILANTA.



Un des bateaux à vapeur de la Compagnie Valéry Frères, partira de Bastia pour Ajaccio, le 6 septembre prochain à 7 heures du soir, touchant à l'île-Rousse et Calvi, et il arrivera à Ajaccio le 7 dans la journée.

Il repartira pour Bastia le 9 à 7 heures du soir touchant de même à Calvi et l'île-Rousse.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

DE LA PLAGE 22 août, tartane Deux-Sœurs, de 40 tx, c. Liparelli, bte.
DE LA PLAGE 22 id. mistick Assomption, de 29 tx, c. Stretti, charbon.

LIVOURNE 23 id. b. à vap. Télégraphe, de 53 tx, c. Lota, passagers.

DE LA PLAGE 23 id. tartane V^e des Carmes, de 42 tx, c. Marinetti, charbon.

DE LA PLAGE 24 id. b. goél. Deux-Amis, de 65 tx, c. Alfonsi, charbon.

DE LA PLAGE 24 id. b. goél. St-Antoine, de 48 tx, c. Guasco, bois.

MARSEILLE 26 id. tartane François-Etienne, de 55 tx, c. Guaitella, matériaux.

CAGNANO 27 id. gondole St-Joseph, de 6 tx, c. Cervoni, vin.

MARSEILLE 28 id. paquebot Bastia de 120 ch. c. Santi, dépêches.

DE LA PLAGE 19 id. b. goél. Constance, de 38 tx, c. Valzi, haricots.

DÉPARTS.

MARSEILLE 23 août, paquebot Ajaccio de 120 ch. c. Prudent, dépêches.

A LA PLAGE 23 id. b. goél. Constance de 38 tx, c. Valzi, lest.

AJACCIO 25 id. b. à vap. Pozzodiborgo, de 28 tx, c. Bugliani, passagers.

LIVOURNE 26 id. mistick Assomption, de 29 tx, c. Thiers, lest.

LIVOURNE 26 id. b. à vap. Maréchal Sebastiani de 31 tx, c. Valzi, passagers.

A LA MER 27 id. goél. de l'état, c. Jugan.

A LA PLAGE 27 id. b. goél. Assomption, de 54 tx, c. Belgodere, lest.

Le Gérant N. TARTABOLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

Bastia.

DOUANE DE BASTIA.

	fr.	c.
Recettes du mois d'août 1844.	44,131	78
— d'août 1843.	26,237	16.

Augmentation pour 1844. fr. 17,894 62.

Du 1^{er} janvier au 31 août 1844. 373,008 73.

Du 1^{er} janvier au 31 août 1843. 217,877 20.

Augmentation pour 1844. fr. 155,131 53.

PORT DE BASTIA.

ENQUÊTE ADMINISTRATIVE.

1^{er} Avis.

Le sous-préfet de l'arrondissement de Bastia. Conformément aux dispositions de l'ordonnance royale du 18 février 1834, et d'une lettre de M. le préfet de la Corse du 29 août écoulé, s'empresse de donner avis au public :

Qu'une enquête sera ouverte à la sous-préfecture de Bastia pour recevoir les observations auxquelles pourrait donner lieu l'exécution des projets formés par l'administration supérieure compétente pour l'amélioration du port actuel de Bastia, ou pour l'établissement d'un nouveau port dans l'anse de St-Nicolas, vis-à-vis la place Louis-Philippe; établissement auquel la commission d'inspection, ainsi que le conseil général des Ponts-et-Chaussées ont donné la préférence, comme il résulte d'une dépêche de M. le sous-secrétaire d'Etat des travaux publics du 15 mai dernier.

Cette enquête commencera le 1^{er} septembre courant, et sera close le 30 de ce mois. Elle s'ouvrira sur les avant-projets indiquant le tracé général des travaux; les dispositions des ouvrages les plus importants et l'appréciation sommaire des dépenses. Ces avant-projets seront accompagnés des mémoires descriptifs faisant connaître la nature de ces entreprises et les avantages qui peuvent en résulter.

Aussitôt après la clôture de l'enquête une commission sera réunie à cette sous-préfecture à l'effet d'examiner les déclarations consignées au registre et pour donner son avis motivé, tant sur l'utilité des projets que sur les questions qui pourraient être posées par l'administration.

Les opérations de ladite commission seront closes le 31 octobre prochain, au plus tard.

L'administration prendra également l'avis du conseil municipal de Bastia, et d'une commission nautique, composée de capitaines au long cours et de marins pratiques de la localité.

Les personnes qui auraient des observations ou réclamations à faire et des renseignements à donner sur les projets en question, devront par conséquent se présenter à cette sous-préfecture de-

puis le 1^{er} jusqu'au 30 septembre courant, de 10 heures de matin à 4 heures de relevée.

Fait à la sous-préfecture de Bastia, le 1^{er} septembre 1844.

Pour le sous-préfet en congé :

La maire de la ville de Bastia délégué,

Signé : LAZAROTTI.

Ce n'est point sans intention que nous rédissons sous le même titre les documents puisés auprès de l'administration des douanes et l'avis de l'enquête sur le port de Bastia. Ce sont là des faits qui parlent assez haut, et répondent victorieusement à tous les détracteurs aveugles ou passionnés, du gouvernement de Juillet, auquel nous sommes redevables de si nombreux bienfaits.

L'augmentation que l'on remarque tous les ans dans les recettes de la douane, est une preuve évidente du mouvement ascensionnel et toujours croissant de la prospérité de notre pays; c'est un fait qui rend encore plus incontestable la nécessité et l'urgence d'un port à Bastia, que l'on peut considérer sans crainte d'être taxé de présomption comme le centre de l'agriculture et du commerce de la Corse. L'enquête à laquelle on procède sur cet important objet, prouve surabondamment avec quelle sollicitude le gouvernement se plaît à aider et favoriser la marche et le progrès de nos affaires.

Nous n'hésitons pas un seul instant à croire que tous les bons citoyens comprendront aisément combien il importe de seconder les bonnes intentions du gouvernement et d'appuyer de tous leurs vœux les efforts éclairés de l'administration. Il importe surtout que les opinions soient unanimes et que les intérêts privés s'effacent et disparaissent devant l'intérêt public. Car les premiers sont susceptibles de changer avec les circonstances, tandis que le second est toujours le même dans tous les temps; les uns sont relatifs, l'autre est absolu; si ceux-là favorisent momentanément les intérêts de quelques individus, celui-ci réalise l'intérêt de tous.

A ce point de vue, on est contraint de reconnaître que le projet du port dans l'anse St-Nicolas, projet si bien étudié du reste, par l'habile ingénieur de Bastia, ne peut manquer de réunir tous les suffrages. Il n'en saurait être autrement, du moment qu'il offre tous les avantages désirables de la capacité et de la sûreté; lorsqu'il répond en d'autres termes à toutes les exigences, à tous les besoins présents et à venir. Car il est bien de le faire remarquer, si la crique actuelle peut être rendue un peu plus sûre, le nouveau port serait en outre beaucoup plus vaste, autant que l'exige du moins le développement de notre marine et de notre commerce.

Cela dit, nous ne cessons de répéter qu'il ne s'agit nullement de demander que le port soit établi dans un endroit plutôt que dans un autre. Nous pouvons nous en rapporter entièrement, sur ce point, au savoir et à la sagesse de l'administration supérieure des ponts et chaussées. Nous pouvons attendre avec confiance la solution qu'elle jugera convenable de donner à la

question qui s'agit, et qui sera, nous n'en doutons point, conforme aux intérêts de notre ville, de notre pays; si, comme nous le disions plus haut, les citoyens de Bastia, faisant abstraction de l'avantage privé, se montrèrent unanimes dans ce que réclame l'avantage général.

M. le marquis de Saint-Simon, Lieutenant-général, commandant la 17^{me} division militaire, est arrivé à Bastia sur le bateau à vapeur de l'Etat l'*Ajaccio*. Il est descendu à l'Hôtel de l'Europe.

La session du Conseil général de la Corse a été, par ordonnance royale du 15 août dernier, prorogée au 16 septembre courant.

COLLÈGE ROYAL DE BASTIA.

Nous croyons devoir rappeler aux pères de famille que la rentrée des classes au Collège royal de Bastia est irrévocablement fixée au 15 septembre courant. Les élèves internes doivent s'être présentés exactement à cette époque.

PETIT SEMINAIRE D'AJACCIO.

L'ouverture des classes n'aura lieu, cette année, que le 15 octobre prochain, et leur clôture, ainsi que la distribution des prix, seront pareillement retardées de quinze jours, pour cette fois seulement, à raison des exercices de la Retraite pastorale.

On nous écrit de Rogliano : Un incendie affreux a presque détruit dans la nuit du 21 août dernier la belle et vaste maison de M. Flach, juge de paix de Rogliano qui était également occupée par M. le commissaire de marine de cette résidence.

Le feu a commencé au grenier où il y avait un dépôt de lin non filé près duquel une domestique imprudente paraît avoir été chercher quelque chose avec une lampe à la main.

En peu d'instants et avant que les maîtres du logis eussent connaissance du malheur, les poutres et les solives étaient en feu. La voracité de l'élément destructeur acquit de l'intensité par la violence du vent qui soufflait. La toiture ne tarda pas à s'écrouler sur les étages intérieurs dont la chute les uns sur les autres combla un désastre aussi effrayant.

Le mobilier, ainsi que bien des choses précieuses, appartenant à MM. Flach et Casabianca, commissaire des classes, ont été la proie des flammes.

La population et la gendarmerie de Rogliano qui ne tardèrent pas à se rendre au centre du foyer incendiaire ont obtenu des résultats qui n'ont pas répondu au zèle, au courage et à l'activité qu'elles ont déployés dans cette circonstance.

La maison de M. Flach étant isolée et dominant la superbe coteau sur lequel sont assis les nom-



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

PRIX
DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8
Un an 16
Pour le Continent 20 fr.
Pour l'étranger 24
PRIX D'INSERTION.
D'insertion 40 c.
Judiciaires 35 c.
Les lettres et annonces doivent être adressées franco.

CE JOURNAL
PARAIT
TOUS LES JEUDIS.

On s'abonne à Bastia au bureau du Journal, rue des Jésuites.
A Paris, à l'Office de Correspondance de L'Insulaire Français, place de la Bourse, N° 5, où l'on reçoit les Annonces.

Bastia.

Il n'est pas possible que le *Progressif* cumule à la fois les honneurs de la violence et le mérite de la modération. Il doit donc, et cela est tout naturel, se résigner à accepter les reproches que lui fait l'opinion publique, le dédaign et le dégoût qu'elle exprime à son égard. Cette désapprobation sera pour lui une espèce de martyre qui ne fera que relever sa gloire à ses propres yeux et loin de le décourager et de l'abattre, lui, si inflexible, dans l'accomplissement de la triste et déplorable mission qu'il s'est si gratuitement donnée pour le malheur du pays, ces protestations énergiques ne feront que l'enhardir dans ses attaques passionnées : seulement quand, sous le prétexte de relever la Corse abattue, selon lui, et gémissant sous le poids de la plus odieuse corruption, il aura attaqué, décrié, rabaisé, un à un chacun de ses hommes, chacun de ses corps, qu'il aura trouvé, qu'en définitive la vertu et l'indépendance, la capacité, l'esprit, les talents ne se retrouvent plus qu'en lui et dans sa coterie, seulement alors il s'arrêtera sans doute dans ses violences excentriques devenues inutiles et, paraissant en vers célèbre, il pourra enfin s'écrier triomphalement :

Rome n'est plus dans Rome ; elle est toute où je suis.

La Corse, il est vrai, ferait tous les frais de ce triomphe de camaraderie ; car si l'opinion publique, en France, pouvait prendre au sérieux les hallucinations empoisonnées du *Progressif*, elle serait en droit de conclure qu'un pays, où la vertu et le dévouement deviennent si rares, est le dernier des pays et le plus méprisable de tous ; mais les grands génies du *Progressif* ne s'arrêtent pas de si peu. Ils restent debout sur les débris de leur patrie, qu'ils s'efforcent de mettre au ban du monde : cela ne doit-il pas suffire à la Corse et à la consoler des blessures profondes que ces Messieurs lui font, d'abord en la décriant avec tant de passion et d'acharnement et ensuite en ravivant, en excitant, en provoquant toutes les haines, toutes les colères. Les philippiques du *Progressif*, voilà tout ce qu'on veut laisser à la Corse pour la modérer, l'éclairer, la relever, la civiliser. Hélas, il n'est que trop vrai ; rien de plus maladroit et de plus fané que n'ont imprudent ami. Que sera-ce quand ils se mettront une demi-douzaine à vouloir vous sauver de cette façon ?

C'est qu'en effet le *Progressif* a entrepris de soutenir la gageure la plus difficile et la plus déplorable qu'on puisse imaginer pour la Corse. Il faut de toute nécessité, pour qu'il gagne son procès, que la Corse entière, presque entière, soit atteinte et convaincue de corruption et pour qu'elle guérisse de la maladie fantastique dont ces habiles docteurs du *Progressif* la déclarent victime, qu'on la proclame tout d'abord pestiférée et gangrenée. A peine quelques individus privilégiés seront-ils exceptés de cette réprobation générale, et l'on sait qu'ils n'en sont préservés que parce qu'ils sont allés s'abriter sous la tente du

Progressif, où règnent sans doute toutes les vertus nécessaires à l'âge d'or, dont ils seraient tout disposés à doter la Corse, si on voulait les laisser faire. Après tout, nous ne serions pas fâchés que cette expérience se fît, si la Corse ne devait pas la payer trop cher. Ce serait chose très curieuse et très instructive que de voir comment ces Messieurs s'y prendraient pour couper court tout d'un coup et comme par enchantement aux misères très réelles du pays, et le succès, si succès il y avait, ce dont nous doutons quelque peu, serait d'autant plus grand que ces habiles savaient en disposition ne se font pas faute d'exagérer et d'agrandir outre mesure ces misères déjà trop grandes par elles-mêmes. Nous serions très curieux de savoir comment ils éteindraient, en quelques mois, en quelques années, les haines héréditaires, qu'ils s'entendent aujourd'hui si merveilleusement à calmer par leur langage doux et conciliant ; comment ils feraient disparaître, comme par enchantement, de déplorables traditions qui sont devenues comme des mœurs nationales et comment ils agiraient pour faire régner la paix et l'harmonie partout, même au milieu des communes les plus divisées par les oppositions les plus vives et les plus tenaces. Pour eux, le succès devrait être prompt, complet, radical, car ils se plaignent énergiquement, cavalièrement, en gens qui ne doutent de rien, — et nous concevons très bien qu'on ne doute de rien, quand on a une si grande expérience des affaires — de ce que, depuis quatorze ans, tout n'a pas changé de face en Corse ; les améliorations matérielles, ils devraient les faire marcher tout aussi vite, si tant est qu'elles valaient la peine qu'on s'en occupe, car ces habiles gens s'enorgueillissent comment en cinq ou six ans, avec le manque de bras, d'entrepreneurs, etc. qui malheureusement entrent tout dans notre pays, la Corse n'est pas encore sillonnée par nous ne savons combien de kilomètres de routes, ne voulant pas voir que ces travaux, si difficiles sous tant de rapports, sont poursuivis partout et avec tant de zèle. Quant à la répression des crimes, ces Messieurs trouveraient sans doute de grands remèdes à ces grands maux ; et si M. Blanqui ne leur a pas confié son secret, peut-être seraient-ils assez puissants en imagination pour résoudre ce problème difficile dont ils n'ont pas l'air de se douter ; difficile, disons-nous, car on sait que le *Progressif* veut non pas une médication énergique, comme la réclame M. Blanqui, mais une médication anodine qui fasse durer le traitement le plus longtemps possible. Ces Messieurs du *Progressif* imprimeraient sans doute au jury, qu'ils ne veulent pas supprimer, des passions ardentes et ceux qui savent lui faire si bien la leçon, sauraient assez l'inspirer de telle façon que du jour au lendemain tous les crimes disparaîtraient du pays. Nous disons du jour au lendemain, sous peine de voir retourner toutes leurs accusations contre leur administration qui serait si ferme, si impartiale, si intelligente, si modérée, si conciliante : comme il est permis de le supposer, d'après leurs programmes qu'ils ont si complètement remplis, leur réussite devrait être prompt, complète ; autrement on se

rait en droit de réimprimer contre eux leurs charmanes et conciliantes philippiques d'aujourd'hui : leurs amis d'aujourd'hui, désappointés dans leurs espérances, n'y manqueraient pas : après tout, pour être un acte de représailles, ce ne serait pas moins un acte de justice. Quoiqu'il en soit de cette expérience, qui malheureusement ne peut se faire encore, le *Progressif* continue l'œuvre qu'il a commencée et il faut lui rendre cette justice, il le fait avec une violence chaque jour de plus en plus grande. Chaque jour le cercle de ses inimitiés, nobles et saintes inimitiés, bien entendu, s'agrandit. Cela ne prouve pas sans doute qu'il est près du triomphe ; à force de vouloir avoir seul raison contre tout le monde — et quelle raison et avec quel langage elle s'exprime — on finit par avoir tort, surtout quand on injurie tout le monde. La colère n'est ni un signe d'apostolat, ni de puissance. Le *Progressif* a tout attaqué, tour à tour, tout ce qui n'était pas de son avis, de sa coterie. Préfet, sous-préfets, conseil-général, conseils d'arrondissement, conseil municipal, évêque, tribunal, corps et individus tout a dû subir les coups de sa vertu farouche ; le gouvernement du roi ne pouvait être respecté et ses ministres ont été traités fort cavalièrement ; les illustrations du pays, dont il est le plus fier et à bon droit, ont été traitées elles-mêmes avec un sans façons et un sans gêne admirables, et quand on a vu leur refus des qualités du cœur et même de l'intelligence la plus vulgaire, on a su enfin quel était le mobile de tant de colères d'enfants qui s'imaginent, dans leur puissante cervelle, donner des leçons au monde ; la Corse, elle-même, a été traitée des plus cavalièrement, et c'était bien juste. Enfin, il restait un dernier coup à porter : le *Progressif* l'a fait avec un laisser-aller étonnant et qui a profondément aliéné et surpris, car, quelque mal appris payan du daubé qu'on le suppose, on ne pouvait croire qu'il oubliait les convenances, au point d'attaquer avec tant de rage et d'emportement une princesse que tous les partis s'accordent à respecter, dans la position modeste d'oubli qu'elle s'est faite, qu'en Corse on devrait plus respecter encore, car elle n'apprend à son fils qu'à aimer la Corse comme son père infortuné l'aimait, donnant à ce jeune prince l'exemple des bienfaits envers notre pays. Eh bien ! c'est cette mère, c'est cette veuve illustre, que tous les partis entourent de leur vénération, c'est la femme du prince royal que le *Progressif* a attaquée d'une façon si inconvenante, si violente ! Et à l'occasion de reproches mérités pour une si déplorable aberration, une si noire ingratitude, le *Progressif* a le triste courage de balbutier une plus déplorable justification, avec un ton dégagé de petit maître qui espère, à force de persillage et d'impudence, faire oublier la nouvelle faute qu'il vient de commettre à l'encontre de son pays. Le *Progressif* a beau vouloir nous rendre complices de ses aberrations en évoquant nous ne savons quel article de l'Insulaire à l'endroit de Mme la duchesse de Berry ; il paraît que les fibres légittimistes du *Progressif* ont souffert de ces attaques, dont nous n'avons nulle sou-

moi, sur le bâtiment où j'agitai, le général Georges Murray, le capitaine lord Ingestrie, le capitaine Henderson, qui auront toute latitude pour examiner mon mode d'action, et pour se convaincre qu'en cette occasion, je me sers d'un projectile.

La généreuse libéralité de mes amis me permet de faire cette expérience sans demander un schelling au gouvernement. Si je ne réussis pas, je consens à être couvert du plus grand ridicule, dont j'ai déjà bien assez recueilli pour contenter tout homme raisonnable. Mais auparavant j'exige du gouvernement de S. M. une garantie de 300,000 livres sterling (7 millions 500,000 fr.) pour l'achat de mon secret au cas où je détruirais le navire et satisfaisais les quatre officiers sus-nommés, en leur démontrant l'excellence de mes plans et la facilité de les mettre en exécution. Enfin j'invité sir Howard-Douglas, sir Dyam-Martin, sir Georges Cockburn, le colonel Chalmers et le commandant Goffin, à se trouver sur un autre bâtiment pour assister aux opérations.

Signé WARRER.

Londres 20 août 1844.

— On assure que le maréchal Bugeaud va être élevé à la pairie et qu'il sera autorisé à porter le titre de comte d'Yaly.

— La nouvelle du bombardement de Tanger n'a pas produit moins de sensation en Irlande qu'Angletierre, mais l'effet y a été d'une toute autre nature. Elle y a été accueillie avec une joie générale parmi les Repealers.

On lit dans le *Belfast Indicator*, 21 août : Le prince de Joinville a gagné des lauriers devant les ramparts de Tanger. Nous sommes certains que ce ne seront pas les derniers qu'il obtiendra. Nous sommes pleins de confiance dans ses futurs triomphes. Il a une mère dont les prières sont offertes au Ciel, pour l'honneur et la gloire de son fils. Cette mère est une sainte sur cette terre et ses prières ne seront pas offertes en vain. D'autres triomphes l'attendent dans la Méditerranée et peut-être sur l'Atlantique. Qu'arriverait-il s'il faisait une invasion en Irlande ? Dans ce cas tout ce que nous pouvons prendre sur nous-même d'assurer, c'est que le peuple Irlandais ne lui offrirait aucune résistance, puisque le gouvernement l'a laissé sans armes ! On ne peut pas attendre de nous que nous le combattons avec des bâtons ; mais s'il apportait avec lui 100,000 fusils, s'il les offrait gratis à ceux qui voudraient s'en servir, dans ce cas nous laisserions à chacun le soin de juger s'il devrait les accepter. Notre pays a été envahi trois fois par la France et nous ne serions pas étonnés qu'il le fût une fois de plus avant la fin de ce siècle.

— On écrit de Trèves à la *Gazette de Metz* le 18 : Aujourd'hui, à midi, Mgr l'évêque de Trèves, après avoir officié pontificalement, a fait, en présence de son chapitre et de quelques autres ecclé-

siastiques invités par le prélat à cette imposante cérémonie, l'exposition solennelle de la *Tunisque sans couture* de Notre-Seigneur.

— Cette *Tunisque* paraît d'abord être d'un gris foncé lorsqu'on la regarde de face, mais vue horizontalement, elle reflète diverses couleurs sans qu'on puisse dire laquelle domine ; sa longueur prouve que le Sauveur était d'une assez grande taille ; elle est dans quelques endroits couverte d'une espèce de croûte légère, formée, dit-on, par une sorte de gaze, mais qui n'altère pas le tissu ni la vivacité du coloris.

— Le soir, toute la ville a été spontanément illuminée pour témoigner sa joie et sa reconnaissance au vénérable prélat qui a obtenu la faveur de cette sainte exposition.

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

PAR ORDRE DE JUSTICE.

Par jugement du tribunal de commerce saisi à Bastia, en date du 29 mai dernier, dûment enregistré, il a été ordonné, conformément à l'article 365 du code de commerce, qu'une partie des madriers et planches embarqués sur le navire français la *Vie de Bastia*, commandé par le capitaine Zuani, venant de Portovecchio à la destination de Bastia, serait vendue aux enchères publiques, par le ministère du greffier soussigné, et aux formes de droit, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour le fret dudit navire, et les frais accessoires. Cette vente qui se compose d'environ 300 mètres carrés desdits bois, aura lieu le lundi 9 du courant à 8 heures du matin, dans un des magasins du sieur Antoine Cecconi, donnant sur le Port au midi, par lots séparés, et sera faite au comptant.

Bastia, le 3 septembre 1844.

Le greffier du tribunal de commerce saisi à Bastia.

A. D. MARIOTTI.



Un des bateaux à vapeur de la Compagnie Valéry Frères partira de Bastia pour Ajaccio le 17 courant à 6 heures du soir relachant à l'île-Rousse et Calvi, il arrivera à Ajaccio le 18 dans l'après-midi.

Il repartira pour Bastia le 19 à 7 heures du soir relachant de même à Calvi et l'île-Rousse.

SIROP ANTI-NERVEUX.

L'expérience a prouvé son efficacité dans les convalescences traînantes, la langueur, le dépérissement, la débilitation organique, les Gastralgies, Gastrites aiguës et chroniques. Chez les pharmaciens dépositaires de remèdes spéciaux et directe-

ment chez Larotte pharmacien à Paris, rue Neuve des petits champs, N° 26. (7020).

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

BONIFACIO 29 août, bouf Conception de 22 tx, c. Petit, bois.
GENES 30 id. b. goél. Ville de Bastia de 75 tx, c. Zuani, diverses.
LIVOURNE 30 id. b. à vap. Marcial Sebastiani de 31 tx, c. Valzi, passagers.
MAGINAGGIO 30 id. gond. St-Clément de 8 tx, c. Damiani, vin.
BONIFACIO 30 id. mistick St-V-Ferreri de 30 tx, c. Battistini, bois.
DE LA PLAGE 31 id. b. goél. Napoléon de 79 tx, c. Denobili, charbon.
DE LA PLAGE 1 septembre, bouf Précurseur de 25 tx, c. Valery, charbon.
LAVAGNA 2 id. gond. Conception de 25 tx, c. Gabrielli, ardoises.
AJACCIO 2 id. g. Desir de 5 tx, c. Semidei, div.
ALERIA 3 id. brick Migliaccaro de 125 tx, c. Guaitella, charbon.
ALERIA 3 id. bomb. St-Charles de 51 tx, c. Padovani, charbon.
LIVOURNE 3 id. b. à vap. Télégraphe de 53 tx, c. Lota, passagers.
DE LA PLAGE 3 id. b. goél. Assomption de 54 tx, c. Belgodere, charbon.
MARSEILLE 4 id. paquebot Ajaccio de 120 ch. c. Prudent, dépêches.
DE LA PLAGE 4 id. goélette St-Joseph de 38 tx, c. Mécolin, vin.

DÉPARTS.

MARSEILLE 29 août, b. goél. Conception de 60 tx, c. Erza, diverses.
LIVOURNE 29 id. b. à vap. Télégraphe, de 53 tx, c. Lota, passagers.
MARSEILLE 30 id. paquebot Bastia de 120 ch. c. Santi, dépêches.
MARSEILLE 31 id. brick Valery Jean de 120 tx, c. Sciacaluga, fonte.
SOLENZARA 31 id. b. goél. Assomption de 60 tx, c. Gentile, lest.
A LA PLAGE 31 id. mistick Assomption de 29 tx, c. Stretti, lest.
id. 31 id. goél. St-Joseph de 38 tx, c. Mécolin, lest.
id. 31 id. tartane Deux-Sœurs de 40 tx, c. Liparelli, lest.
TOULON 31 id. b. goél. Constance de 38 tx, c. Valzi, diverses.
CAGNANO 2 septembre, gondole Trinité de 8 tx, c. Costa, lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

LE PHARE DE LA LOIRE,

Bulletin commercial et maritime de la petite Bourse de Nantes.

Abonnements pour Nantes :

3 mois, 2 fr. — 6 mois, 3 fr. — Un an, 5 fr., au lieu de 4 fr.

On s'abonne à Nantes :

A l'Imprimerie du COMMERCE, rue Neuve des Capucins, 10. ANNONCES : 30 c. à la page d'avis, 1 fr. dans le corps du journal, remis du quart aux abonnés.

Abonnement hors Nantes :

3 mois, 12 fr. — 6 mois, 24 fr. — Un an 46 fr. au lieu de 48.

Le LLOYD NANTAIS s'étant transformé en journal politique, Nantes se trouvait déshérité d'une feuille exclusivement consacrée aux matières commerciales, et dont la politique fût formellement exclue. Le PHARE DE LA LOIRE est fondé pour combler cette lacune, dont le commerce souffrirait vivement et contre laquelle il a déjà justement réclamé. Paraissant le matin à la bourse de la Douane, le PHARE DE LA LOIRE donnera avant tous les autres journaux les nouvelles de nature à intéresser notre place et qu'il importe surtout de connaître promptement. Son prix sera le plus bas auquel un journal du même genre ait encore été porté. C'est ainsi que dans des conditions de célérité et de bon marché toutes nouvelles, le PHARE DE LA LOIRE rendra au commerce, dans la sphère neutre des affaires, l'organe spécial et indispensable dont il se trouve privé.

venance, mais la presse avait le droit d'être sévère vis-à-vis d'une princesse qui, oubliant la double majesté du malheur et du courage, comme le dit notre adversaire, venait apporter en France la guerre civile et des scandales qui n'étaient plus de notre temps. Nos attaques ou celles de toute la presse ont pu affliger les rédacteurs, futurs, alors, du *Progressif*; qu'ils s'en prennent à l'objet de leur culte, qui lui-même avait le premier renoncé à la double inviolabilité qui ne le protégeait qu'à la condition qu'il se respecterait lui-même.

Au reste, le *Progressif* ne s'arrêtera pas là. Nous verrons bien d'autres excès, bien d'autres violences. Il est comme le *Jaif errant* auquel on a dit : marche, marche ; et le *Progressif* va chaque jour élargissant le cercle de ses anathèmes, lançant la menace, cherchant à intimider par d'effrayantes perspectives de révélations tragiques; dénaturant tous les faits, les exagérant, les déformant; voilà pourquoi toute polémique avec lui est inutile. Pour lui son siège est toujours fait. Que les contradictions les plus claires lui soient données, il n'en démord pas; que la justice prononce, cette chose sainte et respectée par tous, le *Progressif* n'en tient pas compte; quand on le convainc d'erreurs matérielles, peu lui importe, il déclare fièrement qu'il s'en lave les mains et que l'affaire regarde ses amis, ses correspondants et non pas lui qui est le plus innocent du monde et qui a les meilleures intentions. Allez donc discuter avec un gaillard de cette espèce! Mais le public n'oublie rien et peu à peu l'opinion se forme et devient de plus en plus répulsive. C'est là tout ce que nous désirons et c'est là aussi tout le profit à tirer de cette existence si maladroite du journal qui s'appelle, à l'aide d'une ironie si plaisante, si odieuse, devons-nous dire, le régénérateur et le pacificateur de la Corse.

Si le *Progressif* traite si mal la Corse, il ne faut pas s'étonner s'il ne ménage pas la dynastie que la France s'est choisie en 1830, et dont le chef a tant fait, par son gouvernement, pour la Corse. Voici comment le *Progressif*, ce journal qui n'appartient à aucun parti politique (affirme-t-il), parle de la dynastie de juillet, en reproduisant une lettre du prince Louis Bonaparte, sur laquelle ce n'est pas le lieu de s'expliquer :

« Cette profession de foi politique, en réponse à l'article dans lequel le *Constitutionnel* flagorne la dynastie qui règne aux dépens de l'un des plus malheureux débris de cinq trônes à la fois renversés, n'est pas la première manifestation publique des sentiments d'abnégation personnelle et des opinions démocratiques du Bonaparte que les d'Orléans gardent en prison. »

Ainsi Louis-Philippe règne aux dépens du Prince Louis. Voici qui est très neuf et très piquant et voilà Louis-Philippe accusé d'usurpation. Il n'y a que le *Progressif* et les gazettes légitimistes pour trouver de ces raisonnements et afficher ces prétentions révolutionnaires. Il proteste, un peu tard, mais proteste contre le vœu de la nation et prend enfin une couleur politique. Le voilà décidément rallié au prisonnier de Ham, aux principes de son école : nous saurons à quoi nous en tenir sur ses opinions politiques, au moins pour quelques jours. C'est toujours quelque chose.

Le *Progressif*, dont la triste infirmité intellectuelle augmente chaque jour et qui chaque jour aussi s'acharne à faire, sans doute par patriotisme, le tableau le plus triste de la Corse, s'écrit, après avoir reproduit quelques passages du travail publié par M. Blanqui en 1838, passages auxquels nous répondrons tout-à-l'heure :

« Que sont devenus les bienfaits du gouvernement ? ou sont nos routes, nos ports, nos phares ? sommes-nous meilleurs agriculteurs (à) ? notre commerce a-t-il acquis de l'extension ? avons-nous quelques industries nouvelles ? la propriété des terres est-elle plus respectée ? le nombre des délits est-il diminué ? »

Que répondre, de bonne foi, à des esprits qui font de semblables questions et qui nient les progrès accomplis. Ainsi le gouvernement, qui a prodigué près de 15 millions pour la Corse, est accusé de n'avoir rien fait, parce que les travaux considérables entrepris n'ont pas été achevés comme par enchantement. Le *Progressif* s'écrit : notre commerce a-t-il acquis de l'extension ? or, voici ce qu'il disait lui-même il y a sept mois, alors qu'il sollicitait l'agrandissement du port de Bastia :

« ... Ces habiles ingénieurs ont reconnu que l'abri offert à notre marine par la crique qui nous sert de port est insuffisant et que le commerce de Bastia, prenant chaque jour de nouveaux développements, il faut désormais chercher ailleurs que dans l'ancien port les moyens de satisfaire aux besoins toujours croissants de notre navigation. Ils ont enfin démontré que l'anse de St-Nicolas, remplissant la double condition de sûreté et d'agrandissement, on ne saurait choisir un endroit plus avantageux. »

Au moins faudrait-il avoir un peu de mémoire, alors même qu'on se condamne au triste rôle de décrier quand même hommes et choses et de dénaturer les faits partout et toujours. Que les ponts et chaussées, le ministère et les chambres lisent le *Progressif* et nous vous demandons quel sera leur empressement à voter de nouvelles dépenses pour le port de Bastia ? Voilà où aboutit l'intelligent patriotisme du *Progressif*. Tout cela ne serait-il pas odieux, si le ridicule n'en faisait suffisamment justice ?

Quant au sombre tableau tracé par M. Blanqui qui a visité la Corse avec une grande bienveillance, il est vrai, mais aussi avec une rapidité telle que l'imagination aura dû remplacer une étude attentive et impartiale, nous lui opposerons la conclusion des lettres publiées cette année sur la Corse par M. Mermilliod. Le *Progressif* contestera d'autant moins le mérite de cette réputation que M. Mermilliod a été plus indulgent à son égard. Il est triste au moins de voir que des étrangers sont plus bienveillants pour la Corse, mieux instruits de ses besoins et de ses progrès que ses propres enfants. Cela donne la mesure du patriotisme intelligent du *Progressif*. Voici comment M. Mermilliod résumait ses réflexions sur la Corse :

« Je me bornerai à rappeler qu'avant 1831 le total des contributions perçues ne dépassait point le chiffre de 533,833 fr., tandis qu'en 1842 il s'est élevé à 1 million 25,403 fr., indépendamment des impositions communales et départementales. Ce qui est plus significatif encore, c'est que le nombre des paupers, qui, en 1831 même, n'était que de 4,030, a atteint en 1842 le chiffre de 6,736. »

« Si maintenant on veut prendre la peine de résumer par la pensée les faits qui, dans cette lettre et les précédentes, ont servi de base à mes appréciations sur l'état moral et matériel de la Corse, on sera facilement amené à en conclure qu'un avenir encourageant s'offre de toutes parts pour ce pays. Les germes de sa prospérité croissante ne se sont montrés avec violence que depuis 1830 à peu près; car l'Empire et la Restauration n'avaient pas assez fait en sa faveur pour qu'on soit en droit de s'attendre à une telle prospérité. Cette époque marque donc le commencement de la nouvelle ère de la Corse, et si l'on considère combien les

(1) Cette question est d'une naïveté qui touche à la bouffonnerie. Le *Progressif* s'étonne qu'en six ans, de 1838 à 1844 l'agriculture et la Corse n'aient pas été complètement renouvelées, à la bonne heure, c'est ce qu'il faut démontrer, mais il ne faut pas en conclure qu'il n'y a rien eu de fait, car le *Progressif* lui-même reconnaît que trois ans pour faire de son âne un cheval complet, il est fâcheux que le *Progressif* soit en retard sur lui. »

Nous reviendrons, au reste, sur la situation des travaux publics en Corse, depuis 1837, et nous rassurerons, non pas le *Progressif*, qui sait très-bien qu'il fait des rêves tout éveillés, mais ses lecteurs, s'ils ont pu ne pas laisser aller à ses absurdes assertions.

commencement de toute réforme sont lents et difficiles, si l'on réfléchit que les bienfaits mêmes de la métropole ont dû leur à leur efficacité des obstacles de la nature des choses, qu'il n'est pas facile de vaincre par l'ignorance du meilleur emploi à en faire, et par l'insécurité ou l'insécurité des agens d'exécution, on comprendra que les avantages acquis au milieu de telles conditions ne doivent pas être pris comme la mesure exacte des avantages à obtenir par la suite; car la marche des faits, en pareil cas, subit pour ainsi dire les lois d'une progression mathématique, et le passé, saumement envisagé, répond d'un avenir plus fécond encore. Ce qui est incontestable, c'est la modification profonde qui s'opère dans les mœurs de la population; ce sont les progrès de l'instruction populaire; ce sont les développements de la propriété intérieure par l'extension des cultures, la mise en valeur des propriétés, l'activité du mouvement commercial et maritime. Assurément ces vastes plaines que l'insalubrité des eaux stagnantes condamnait à l'abandon, et qui seraient, pour le Trésor comme pour les citoyens, la source de revenus inépuisables; achetés tous commencés à si grands frais, et dont les tronçons, disséminés d'espaces en espaces et isolés à la circulation, deviennent une charge si onéreux, ont été, même d'avoir passé à l'état d'entretien; restaurer ou terminer les ports adjacents, dont la nature a doté ces rivages; et dans peu d'années vous recueillerez, avec la fin de vos sacrifices, la riche compensation d'un fort qui serait déjà suffisamment payé, quand ils ne tendraient qu'à vous attacher indissolublement une possession d'où vous couvrez les côtes de la France, planez sur toute l'Italie, et commandez en maître la route de l'Égypte, de l'Afrique et de l'Orient. »

Nous aurons à rectifier certaines assertions de M. Mermilliod, que nous sommes loin d'accepter; c'est ce que nous ferons prochainement, tout en répondant pour les lecteurs du *Progressif*.

Dans le passage du travail de M. Blanqui sur la Corse que cite le *Progressif*, nous lisons cette phrase : « Aux grands maux il faut de grands remèdes. Or quel pays ne réclame une médecine plus énergique et plus laborieuse que la Corse ? » Le *Progressif* serait-il donc devenu l'avis de M. Blanqui qui demande le désarmement général comme un moyen de pacifier ce pays ? Ou bien plutôt, tout en criant au mal, en l'exagérant même, voudrait-il qu'on ne prit aucun moyen énergique de le faire cesser ? Nous croyons qu'au fond c'est là à quoi se réduit l'opinion de ce journal, qui, on le voit, serait ainsi dans une admirable position pour décrier toujours son pays.

Puisque le *Progressif* a cité M. Blanqui, il aurait dû au moins reproduire ce passage qui pour être vrai n'en méritait pas moins d'être cité, parce qu'il peut donner quelque espoir de voir la marche du mal s'arrêter : « Aujourd'hui ces tentatives (de guerres civiles dans les villages) sont devenues plus rares, et les crimes de vendetta, désormais réduits aux proportions vulgaires de l'homicide simple ou compliqué de circonstances aggravantes, disparaissent peu à peu de nos annales judiciaires. » Mais faire des citations semblables ne serait pas dans l'intérêt du *Progressif*. Il vaut bien mieux entasser les crimes qui se commettent sur différents points du pays, combative avec violence les mesures prises pour les faire cesser. Cela est bien plus patriotique, bien plus habile, bien plus noble ! Quelle amère décision et quelle indignation une semblable conduite ne doit-elle pas exciter ?

Il y a quelques mois, le *Progressif*, pour amoindrir, dans l'opinion de ses lecteurs, la presse conservatrice contre laquelle toutes les attaques sont bonnes, de la part de la presse vertueuse et indépendante, reproduisait un article bien méchant, bien calomnieux, bien diffamatoire contre le rédacteur d'un journal conservateur d'un département du centre. Puisque le *Progressif* est si vertueux, si impartial, pourquoi n'a-t-il pas reproduit le tout petit jugement du tribunal de police correctionnelle de Paris, du mois d'août dernier, qui a condamné le gérant du *National* à un mois de prison et à deux cents francs d'amende, attendu que cet article contenant des imputations et des allégations de nature à porter atteinte à l'hon-

neur et à la considération, avait été rédigé et publié avec malveillance et à dessein de nuire ? Au moins le *Progressif* qui trempe avec tant d'abandon dans ces attaques inconvenantes, aurait participé à la réparation et aurait prouvé par des faits, ce qui vaut mieux que de le dire sur les toits, qu'il est vertueux, indépendant, impartial; car c'est être vertueux que de réparer le tort qu'on a fait, c'est être indépendant que de ne suivre que la vérité, c'est être impartial que d'oublier ses passions pour faire justice à ses adversaires comme à ses amis. Mais le *Progressif* n'entend pas la vertu, l'indépendance et l'impartialité de cette façon. Il est trop patriote pour s'inquiéter de ces vertus bourgeoises, bonnes tout au plus pour des gens corrompus. Et donc ! Il est comme le misanthrope de Molière, qu'il singe admirablement :

Hors qu'un commandement exprès... ne vienne de la part de la justice, sans doute, le *Progressif* ne répare pas les torts qu'il fait. Pour en finir, voici une bonne fois le *Progressif*, de par la justice et en compagnie du *National*, convaincu d'avoir publié un article avec intention de nuire et avec malveillance.

Nous n'espérons pas que cette leçon profite au *Progressif*, mais au moins ce petit accident, ce petit accroissement à sa vertu montrera, une fois de plus, le cas qu'il faut faire de ses assertions, et la confiance qu'il faut ajouter aux ridicules commérages qu'il croit pouvoir se permettre contre ses adversaires.

Le *Progressif* est étonnant de candeur et de naïveté; dans son dernier N°, il nous prie de lui déclarer les noms des personnes dont il n'aurait pas respecté la vie privée. Le *Progressif* voudrait-il donc recommencer des attaques inconvenantes dont l'opinion publique a déjà fait justice et se servir de nous comme de prétexte pour donner une seconde édition de ses excursions sur un terrain interdit à tous ? Nous ne donnerons pas dans un piège aussi grossier et nous nous contenterons de renvoyer le *Progressif* à sa mémoire et si elle lui fait défaut, à sa collection : il y trouvera de quoi répondre à sa question.

Mais puisqu'il s'est montré si susceptible à cet endroit, pourquoi ne nous a-t-il pas demandé aussi de lui indiquer les noms des personnes vis-à-vis desquelles il s'était laissé aller à ces habitudes de polémique qui, d'après lui, avaient ruiné l'Echo. C'était pour lui un terrain brûlant et il avait peur sans doute d'y rencontrer quelque chose comme le doigt mystérieux du festin de Balthazar. Cette réserve est au moins de bon goût et prouve que la conscience du *Progressif* n'est pas tout-à-fait endormie et qu'il sent son côté faible. Le *Progressif* a écrit : L'Echo s'engageant dans une lutte acharnée, descendit bientôt à d'inconvenantes personnalités et en public en son journal.

Omes concitoyens ! pourrait lire le *Progressif*, ainsi qu'il le faisait l'autre jour d'un ton si comiquement tragique, prononcez, n'est-ce pas la mon histoire et n'est-ce pas le sort qui m'attend, si toutefois je ne le subis déjà depuis longtemps ?

Parmi les personnes qui se sont plus particulièrement distinguées pendant la bataille d'Isly, et que M. le maréchal Bugeaud signale dans son rapport au gouvernement, nous avons remarqué avec plaisir plusieurs de nos compatriotes; ce sont MM. Stephanopoli, d'Ajaccio, chirurgien aide-major au corps des spahis; Colonna, d'Appietto, lieutenant dans le 2^e régiment de chasseurs; Turrazzo, de Sariene, sergent au 4^e.

Le différend survenu entre la France et l'Angleterre est définitivement terminé. Nous ne savons encore à quelles conditions. Il paraîtrait que M. d'Aubigny serait appelé de Taiti, sans blâme, mais que M. Bruat, dont l'Angleterre demandait le changement, resterait à son poste, le ministère français n'ayant pas voulu accorder davantage. Voici ce que nous lisons à ce sujet dans le *Journal des Débats* du 7 septembre, édition des départements :

« La difficulté survenue entre la France et l'Angleterre au sujet de Taiti est définitivement résolue. On assure que le gouvernement anglais a accepté purement et simplement les offres de la France. »

« Jeudi 5 septembre, le Parlement anglais a été prorogé. Le lord-chancelier a lu, au nom de la reine, le discours de clôture qui annonce officiellement la solution de la question. Voici les paragraphes qui s'y rattachent :

« Nous sommes chargés de vous informer que S. M. continue à recevoir de ses alliés, et de toutes les puissances étrangères, des assurances de leur disposition amicale. S. M. a récemment été engagée dans des discussions avec le gouvernement du roi des Français, sur des événements de nature à interrompre la bonne intelligence et les relations amicales entre ce pays et la France. Vous serez heureux d'apprendre que par l'esprit de justice et de modération qui anime les deux gouvernements, ce danger a été heureusement écarté. »

Nos lecteurs n'ont pas oublié la condamnation d'O'Connell et les circonstances qui l'avaient amenée devant le banc de la reine. O'Connell s'était pourvu près de la cour des pairs et ce premier jugement vient d'être cassé. La conséquence de cette décision va être la mise en liberté d'O'Connell. Voici quelques détails sur cette décision importante qui crée de nouveaux embarras au gouvernement anglais en Irlande.

« Les journaux anglais nous apportent aujourd'hui de nouveaux détails sur cet événement inattendu. Le lord-chancelier s'était prononcé pour la confirmation du jugement. Son avis avait été partagé par lord Brougham.

« Lord Denham avait émis une opinion contraire. Il se fondait principalement sur les irrégularités commises dans la composition de la liste du jury. Les accusés n'avaient pas eu les garanties que la loi leur accorde. »

« Lord Gottenham s'est prononcé dans le même sens. »

« Lord Campbell pense aussi que le jugement doit être infirmé. Les arguments du noble lord sont :

« 1° Que la liste du jury a été irrégulièrement composée ;

« 2° Que le jugement a été rendu sur un acte d'accusation contenant des chefs fondés en droit et des chefs qui ne l'étaient pas. »

« Si le jugement était confirmé, dit-il, la peine aurait été infligée pour des actes non qualifiés de délits et pour des actes à l'égard desquels les accusés n'auraient pas été reconnus coupables ; en sorte qu'ils auraient été condamnés pour un délit non qualifié par la loi, et dont ils n'auraient pas été déclarés convaincus. Le noble lord conclut à l'infirmité du jugement. »

« Le lord-chancelier met aux voix la motion de lord Campbell. »

« Lord Wharnccliffe. — Je prie les lords qui ne sont pas juristes, et qui n'ont pas entendu les plaidoiries de toute l'affaire, de s'abstenir de voter. Lord Brougham et lord Campbell, associés à cette recommandation. Là-dessus les lords non juristes se retirent. »

« La question est de nouveau mise aux voix, et le vote donne pour résultat l'infirmité du jugement. O'Connell et ses collègues, dit le *Sun*, vont être mis en liberté. »

On nous écrit de Guagno, le 25 août 1844.

« Nous avons une bonne nouvelle à donner aux amis de la religion et de notre pays. La paix a été faite à Guagno, à la suite d'une mission, prêchée par les PP. Semeria, supérieur, Gibelli et Luigi, missionnaires du Couvent de Vico. »

« Ces vénérables ecclésiastiques ont porté, à différentes reprises, une parole de pardon et d'oubli à plusieurs villages de la Corse, et grâce à Dieu, le succès le plus complet a constamment couronné leurs travaux apostoliques. Les pugnards sont tombés des mains des hommes en vendetta ; et la paix et l'amour du prochain ont succédé à des malheurs inouis. Poussés par ce besoin irrésistible qui porte les hommes du Seigneur partout où il y a quelque bien à opérer, les Missionnaires de Vico se sont dirigés vers notre pays, mais non sans de graves appréhensions sur les résultats de leur mission évangélique. Ces appréhensions étaient, en effet, justifiées par de déplorables catastrophes arrivées naguère. Des parents avaient même malheureusement versé le sang de leurs parents, et les morts se trouvaient tous d'un seul côté. »

« En présence de ces obstacles, les missionnaires, tout en se confiant dans les secours de Ciel qui, seul, peut sonder les reins et les cœurs et les changer à son gré, croyaient qu'il était difficile de guérir des âmes fraîchement ulcérées; aussi n'omirent-ils rien de tout ce que leur zèle et leur charité pouvaient leur suggérer pour ménager entre les familles divisées une entière réconciliation. Après des exhortations incessantes, répétées dans leurs prières de tous les jours, plus de vingt personnes ont promis, en présence du Dieu vivant, d'oublier le passé, et de vivre désormais en frères. Je n'entrerai pas dans les détails de cette scène attendrissante; qu'il me suffise de dire que la joie était dans tous les cœurs, et que des larmes abondantes coulèrent de tous les yeux. Ces hommes de Dieu ont pu voir, dans cette circonstance, ce qu'il y a de noble, de généreux et de vraiment chrétien dans le cœur de ces braves habitants de Guagno; et particulièrement dans celui des personnes qui ont pardonné, pour l'amour de Dieu, à leurs ennemis. »

« Doués d'une intelligence rare, d'une forte trempe de caractère, parlant une langue à peu près toscane, ces montagnards conservent encore intactes et dans toute leur pureté les vertus primitives des anciens Corses. L'honneur, la foi dans les promesses, la constance et la religion caractérisent, au plus haut degré, les descendants de Circinello, dont le souvenir est toujours vénéré à Guagno et dans toutes les communes du canton de Soccia. »

« Nous espérons que ce noble exemple, donné par plusieurs familles de Guagno, sera suivi par tous ceux qui un préjugé infâme dégradé d'une horrible façon, au point de considérer la vendetta comme une vertu, et le rachat du sang comme le plus saint des devoirs. »

« Que ces vénérables missionnaires poursuivent avec courage la tâche laborieuse et difficile qu'ils se sont imposée; que rien ne les rebute; qu'ils fassent un appel à tout ce que la Corse renferme de plus honorable et de plus chrétien, et nous sommes profondément convaincus que, soutenus dans toutes leurs entreprises par l'ango de paix que Dieu a mis à la tête de l'Eglise de Corse, ils verront finalement les infirmités s'effiler à tout jamais de notre beau pays. Puisse le Ciel accom-

plir ce vœu d'un enfant des montagnes, qui aime, par dessus tout, Dieu et sa patrie !

MAROC.

— On écrit de Mogador 24 août :

Nous sommes en appareillage pour Cadix ; le Suffren et le Triton ont pris le départ hier matin, et après s'être ravitaillés ils rentreront en France.

S. A. R. le prince de Joinville a fait hier après-midi sa visite d'adieu à la Belle-Poule, il a manifesté au commandant, à tout l'état-major et à l'équipage, sa satisfaction pour le zèle et l'ardeur qu'ils avaient apportée à faire taire des batteries dangereuses et surtout pour le courage et l'intrépidité dont ils avaient fait preuve, ainsi que toutes les troupes, pour le débarquement.

Le Jemmapes et la Belle-Poule devaient partir ce soir, mais un coup de canon qui a été tiré par un fort de la ville sur le Pandour a arrêté le prince de Joinville. Il a fait immédiatement embosquer la Vedette, le Pandour, le Pluton, le Gassendi et le Groëland, qui pendant une heure et demie ont constamment tiré sur la ville. Ainsi, Mogador, cette jolie ville, si riche, si florissante de l'empire du Maroc, abandonnée par tous les habitants, est plus maintenant qu'un amas de ruines et de débris.

La Belle-Poule devait rentrer, mais le commandant Hernoux, restant, comme chef de station, le Jemmapes seul a levé l'ancre pour se rendre à Cadix, rejoindre le restant de la division.

On a laissé sur l'île de Mogador ou plutôt de Joinville, ainsi que nous l'avons nommée, 500 hommes, artillerie, génie, infanterie de marine. Elle a une circonférence d'environ une lieue. Une ceinture de rocs calcinés ou vient battre la mer, des broussailles et du sable, voilà pour le sol. — Quelques citernes, huit batteries en très mauvais état, n'ayant aucun logement, une mosquée qui offre un local où l'on pourra établir une direction provisoire, voilà les éléments de conservation du moment.

Cependant des magasins vont s'élever pour les vivres que nous envoie journellement la flotte, et dans peu, nous l'espérons, la petite colonie ne manquera plus pour son avenir et sa sûreté.

— On lit dans le *Moniteur parisien* :

L'empereur du Maroc n'a point quitté Méquinez, malgré l'agitation des circonstances, et en voici la cause. Cette ville renferme son trésor, qu'on évaluait à la somme d'environ cinquante millions. Ce trésor, contenu dans de grands pots de grès, rangés symétriquement, est renfermé dans les caves de son palais ; lui seul a la clé des souterrains, et nul ne peut y pénétrer sans lui. Lorsqu'il s'absente, l'aine de ses fils le remplace et veille sur le dépôt précieux. Or, ses fils sont en ce moment à l'armée, et l'empereur craindrait, s'il s'absentait, de voir son trésor pillé par ses avides sujets, comme l'a été celui de son prédécesseur. Dans cette position et malgré les nécessités de la politique, il reste auprès de ses richesses, entouré de sa garde, forte d'environ six mille hommes, la seule milice sur laquelle il peut compter d'une manière absolue, et qu'il paie libéralement.

— Nous recevons par la voie de Toulon la nouvelle d'un épouvantable sinistre qui vient d'avoir lieu sur la côte du Maroc. La frégate le *Groëland*, de la force de 450 chevaux et destinée à la navigation transatlantique, s'est perdue contre les roches aux environs du cap Blanc. Le choc a été si terrible que les mâts du steamer se sont brisés et sont tombés en travers, faisant pont jusque sur la plage. Les tribus accourues sur le littoral profitèrent de cette circonstance pour faire irruption contre les malheureux naufragés, qui dans ce moment critique ont souffert plus enco-

re de ces barbares que de la mer. Il leur a fallu essuyer une vive fusillade et Dieu sait quelle eût été l'issue de cet engagement inégal, si les secours ne fussent arrivés de l'escadre. Le *Pluton*, monté par le prince de Joinville, est venu fort heureusement prêter main-forte aux naufragés et les a recueillis à son bord ; puis le prince a fait mettre le feu au *Groëland* pour n'en laisser aucune dépouille aux Marocains.

L'*Amodée* a ramené à Toulon les marins du *Groëland*.

Nouvelles Diverses.

— On assure que le gouvernement anglais, cédant au mouvement d'indignation qui s'est manifesté dans toutes les classes du peuple contre les infâmes lettres publiées par le *Times*, se propose d'ordonner une enquête afin de découvrir les officiers de la flotte qui se sont rendus coupables d'un si méprisable outrage contre la marine française, et de les traduire devant un conseil d'honneur. Le blâme infligé par décision de ce conseil, constaterait, au yeux du monde, que ni la flotte, ni la nation britannique ne se sont associées à cette honteuse démonstration de la haine et de l'envie.

Une telle mesure, si en effet elle était prise par le gouvernement anglais, lui ferait assurément plus d'honneur que toutes les menaces et les violences auxquelles il s'est laissé emporter depuis quelques temps. Elle honorerait la Grande-Bretagne et contribuerait probablement beaucoup plus que les notes échangées en ce moment entre les deux cabinets à calmer les passions qui animent les deux peuples.

— Dans la soirée du 1^{er} septembre, à Paris quelques groupes d'ouvriers ont parcouru les rues du premier arrondissement et sont passés près des Tuileries en chantant la *Marseillaise* et *guerre aux Tyrans de Charles VI*. Comme ils ont ajouté à ces chants des cris séditieux, quelques uns ont été arrêtés. Ils avaient à leur chemise des boutons ayant la forme d'un bonnet phrygien de 93.

PORT DE BASTIA.

ENQUÊTE ADMINISTRATIVE.

2^e Avis.

Le sous-préfet de l'arrondissement de Bastia. Conformément aux dispositions de l'ordonnance royale du 18 février 1834, et d'une lettre de M. le préfet de la Corse du 29 août échu, s'empresse de donner avis au public :

Qu'une enquête sera ouverte à la sous-préfecture de Bastia pour recevoir les observations aux-quelles pourrait donner lieu l'exécution des projets formés par l'administration supérieure compétente pour l'amélioration du port actuel de Bastia, ou pour l'établissement d'un nouveau port dans l'anse de St-Nicolas, vis-à-vis la place *Louis-Philippe* ; établissement auquel la commission d'inspection, ainsi que le conseil général des Ports-et-Chaussées ont donné la préférence, comme il résulte d'une dépêche de M. le sous-secrétaire d'Etat des travaux publics du 15 mai dernier.

Cette enquête commencera le 1^{er} septembre courant, et sera close le 30 de ce mois. Elle s'ouvrira sur les avant-projets indiquant le tracé général des travaux ; les dispositions des ouvrages les plus importants et l'appréciation sommaire des dépenses. Ces avant-projets seront accompagnés des mémoires descriptifs faisant connaître la nature de ces entreprises et les avantages qui peuvent en résulter.

Aussitôt après la clôture de l'enquête une com-

mission sera réunie à cette sous-préfecture à l'effet d'examiner les déclarations consignées au registre et pour donner son avis motivé, tant sur l'utilité des projets que sur les questions qui pourraient être posées par l'administration.

Les opérations de ladite commission seront closes le 31 octobre prochain, au plus tard.

L'administration prendra également l'avis du conseil municipal de Bastia, et d'une commission nautique, composée de capitaines au long cours et des marins pratiques de la localité.

Les personnes qui auraient des observations ou réclamations à faire et des renseignements à donner sur les projets en question, devront par conséquent se présenter à cette sous-préfecture depuis le 1^{er} jusqu'au 30 septembre courant, de 10 heures de matin à 4 heures de relevée.

Fait à la sous-préfecture de Bastia, le 1^{er} septembre 1844.

Pour le sous-préfet en congé :

Le maire de la ville de Bastia délégué,
Signé : LAZAROTTI.

VENTE AUX ENCHÈRES.

Une partie des biens dépendants de la faillite du sieur Roch Luciana, ex-commerçant demeurant à Bastia, a été vendue les 9, 10 et 11 septembre courant mois, dans l'étude de M^{re} Guasco Vincent, notaire à Bastia, rue Spinola.

La vente sera continuée le mardi 17 du même mois à 10 heures du matin, heures et jours suivants au besoin, devant ledit notaire.

Les immeubles à vendre consistent en étages de maisons, magasins, caves, vignes et autres biens ruraux, etc. etc.

D'après le cahier des charges, les adjudicataires auront la faculté de profiter d'un délai de six mois pour le paiement du prix de leurs lots.

PORT DE BASTIA. ARRIVÉES.

DE LA PLAGE 6 septembre, tartane Glaneuse, de 46 tx, c. Mansel, charbon.

LIVOURNE 6 id. b. à vap. Maréchal Sebastiani de 31 tx, c. Valzi, passagers.

PORTO-FERRAJO 6 id. Aviso Toscan, c. Giubilei, lieutenant de vaisseau.

LIVOURNE 7 id. mistick Assomption de 29 tx, c. Thiers, blé.

GOLFE-JUAN 7 id. b. goél. Conception de 38 tx, c. Tulli, poterie.

DE LA PLAGE 8 id. ch. marée Amélie de 56 tx, c. Cagé, charbon.

SOLENZARA 9 id. b. goél. Assomption de 60 tx, c. Gentile, bois, relâche.

PRUNETE 9 id. goél. Lavasina de 5 tx, c. Guasco, vin.

DE LA PLAGE 9 id. tartane Deux-Sœurs de 40 tx, c. Liparelli, charbon.

DE LA PLAGE 10 id. mistick Assomption de 29 tx, c. Siretti, charbon.

AJACCIO 10 id. b. à vap. Télégraphe de 53 tx, c. Lota, passagers.

DÉPARTS.

LIVOURNE 6 id. b. à vap. Télégraphe, de 53 tx, c. Lota, passagers.

PRUNETE 8 id. mistick Pipi de 29 tx, c. Guaitella, lest.

LIVOURNE 9 id. b. goél. Deux-Amis de 65 tx, c. Alfonsi, lest.

LIVOURNE 9 id. b. goél. Ville de Bastia de 75 tx, c. Valzi, lest.

LIVOURNE 10 id. b. à vap. Maréchal Sebastiani de 31 tx, c. Valzi, passagers.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FARIANI.

CE JOURNAL

PARAIT

TOUS LES JOURS.

On s'abonne à Bastia au bureau du Journal, rue des Ferreries.

À Paris, à l'Office de Correspondance de L'INSULAIRE et C^{ie}, place de la Bourse, No 3, on peut recevoir les Abonnements.

L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

Bastia.

FIN DES HOSTILITÉS AVEC LE MAROC.

ACCEPTATION DES CONDITIONS IMPOSÉES PAR LA FRANCE.

Nous recevons, par la voie de Marseille, une dépêche qui annonce la fin des hostilités avec le Maroc. Ainsi, malgré les prophéties sinistres des journaux de l'opposition, le gouvernement français a obtenu du Maroc tout ce qu'il exigeait.

La sécurité de l'Algérie est donc assurée, en même temps que l'Empire du Maroc sera obligé de renoncer à toutes les velléités qu'il pourrait avoir de troubler nos possessions d'Afrique. Nous nous applaudissons vivement de ce résultat.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

De Paris 16 septembre à 4 heures du soir, arrivée à Marseille vers la nuit.

Le Ministre de l'Intérieur a reçu la dépêche suivante du Prince de Joinville.

Tanger 10 septembre.

Le gouvernement marocain a demandé la paix. L'escadre est venue aujourd'hui à Tanger. Le gouvernement de la ville s'est rendu à bord pour renouveler sa demande. Nos conditions ont été signifiées, acceptées, et le traité signé dans la journée.

Le Consulat général a été installé ; son pavillon salué par la place. L'ordre de cesser toute hostilité et d'évacuer l'île de Mogador partira ce soir.

TRAVAUX DES ROUTES, PHARES ET PORTS EN CORSE.

« Déjà, depuis longtemps, les travaux commencés sur différents points, quoique exécutés avec lenteur, sont en partie achevés, et on peut s'attendre à voir ces routes bientôt ouvertes à nos populations.... »

Nous ne pouvons mieux commencer notre réponse au *Progressif*, qui se plaint de l'état des travaux des routes en Corse que par les quelques mots, qui contiennent toute une refutation de ses doléances et peut être pourrions-nous nous arrêter là pour faire justice de ses déclamations intéressées, car c'est lui-même qui, dans son numéro du 14 janvier 1843 a écrit ces lignes et nous ne sachions pas que les travaux si avancés, il y a bientôt deux ans, aient tout-à-coup disparu et que, depuis, les ponts-et-chaussées se soient tout-à-coup croisés les bras et que le repos le plus absolu ait succédé à une activité qui, il est vrai, n'a pas été aussi grande qu'on aurait pu le désirer, mais dont la lenteur tenait à des causes qu'il n'a pas toujours dépendu d'eux de faire disparaître. Toutefois nous ferons plus que réfuter le *Progressif* par le *Progressif*, nous ajouterons de nouveaux faits, des chiffres qui mettront chacun à même de se faire une opinion bien arrêtée sur les assertions tranchantes du grand réformateur de la Corse.

Commençons d'abord par rappeler les différents lois qui, jusqu'en 1843, ont accordé à la

Corse les sommes considérables à l'aide desquelles, ses routes, ses ports et ses phares devaient être construits ; nous disons jusqu'en 1843, car les renseignements positifs que nous avons, en ce moment sous les yeux, s'arrêtent à cette date. Plus tard, comme nous n'avons qu'à parler pièces en mains et que nous n'avons aucun goût pour discuter sur des faits dont la connaissance nous échappe, nous reviendrons sur les travaux accomplis en 1844. De cette manière nous donnerons à notre pays une connaissance exacte de la situation des grands travaux entrepris en Corse, depuis quelques années. Cinq lois ont ouvert successivement des crédits considérables pour les travaux à entreprendre en Corse.

1^{re}. Loi du 11 mai 1837 qui accorde pour les routes la somme de 3,400,000.

2^e. Nouvelle loi du 26 juillet 1839 qui ajoute à ce premier crédit un second crédit de 5,000,000.

3^e. Loi du 14 mai 1837 mettant à la disposition du gouvernement pour les phares et ports de la Corse la somme de 1,200,000.

4^e. Loi du 9 août 1839 établissant pour des travaux à exécuter aux ports de l'île-Rousse et d'Ajaccio un crédit de 1,000,000.

5^e. Enfin, loi du 24 mai 1842 accordant un nouveau crédit applicable aux routes déjà classées de la Corse. 3,000,000.

Total général. 13,600,000

Voici donc le chiffre total des sommes que le gouvernement de Juillet, si paternellement réparateur pour la Corse, a accordées à notre pays jusqu'en 1844. Voyons comment ces sommes ont été dépensées jusqu'à la même époque et les travaux auxquels elles ont permis de faire face.

Routes. Depuis le moment où l'on a pu commencer l'exécution des routes jusqu'au 31 décembre 1843, 504,356 mètres avaient été construits ou posés à un état qui ne demandait que peu de temps pour être complètement terminés, c'est-à-dire qu'en cinq ans, à peu près, ces résultats importants avaient été atteints (1). Sur les 11,400,000 ouverts pour l'exécution de ces travaux : un peu plus de moitié, ou 6,286,377 fr. avaient été absorbés par la construction de ces routes. En outre dix ponts ou ponceaux avaient été élevés sur différents points de ces mêmes routes. Les indemnités pour achats de terrain avaient été évaluées à la fin de 1843 à la somme de 1,102,000 fr. et sur ce chiffre 949,162 avaient été accordés aux différents propriétaires à la fin de 1843. Ainsi c'est à plus du treizième du total dé-

(1) Voici comment se décomposent ces 504,356 mètres.

Routes N° 193 de Bastia à Ajaccio 67,381.

194 de Bastia à St-Florent 683.

195 de Sagone à Ajaccio 7,023.

196 de Bonifacio à Ajaccio 134,332.

197 de Calvi à Corte 74,339.

198 de Bastia à Bonifacio 149,304.

199 de Bastia à Ajaccio 71,160.

Total. 504,356.

On le voit donc à la fin de 1843, 7,631,663 f. avaient été dépensés sur les 13,600,000 fr. accordés par les chambres. 504,356 mètres de routes avaient été construits ; les phares étaient presque tous achevés ; des travaux considérables et impor-

pensés se sont élevés les indemnités accordées aux propriétaires. Cette considération explique en partie comment les indemnités absorbent une partie considérable des fonds et comment avec une somme donnée, il est cependant impossible d'accomplir les travaux sur l'exécution desquels on aurait pu compter. Nous reviendrons au reste, sur cette considération si importante pour la prompte exécution des travaux publics en Corse. Déjà à diverses reprises, nous avons appelé l'attention des propriétaires sur ce qu'il y avait d'exorbitant, d'injuste, de maladroit et d'ingrat dans leurs prétentions. La presse ne saurait trop fortement et trop souvent insister sur ce point.

PHARES ET PORTS. Sur les 2,200,000 votes pour l'élevation de différents phares sur quelques points des côtes de la Corse et pour la construction des ports 1,345,286 avaient été dépensés à la fin de 1843 et cette dépense avait produit les travaux suivants : les phares de Giarghia, de Punta-Revellata, de la grande île Sauginaire et du mont Pertusato étaient achevés sauf le premier. Les appareils d'éclairage destinés à ces phares avaient été construits à Paris. La première dépense avait absorbé 277,904 francs ; la seconde 174,961. De plus, la construction d'un nouveau phare à Chiappe a été adjugée, à la fin de 1842, et les travaux exécutés ont donné lieu à une dépense de 40,710 fr.

Quant aux ports, voici les résultats obtenus : construction d'un quai avec plates formes de débarquement à Calvi qui est achevé aujourd'hui ;

À l'Alzjola, construction d'un môle (achevé) ;

À l'île-Rousse, construction d'un quai et prolongement de l'ancien débarcadère (achevé) ;

St-Florent, construction d'un quai et d'un embarcadère (non achevé) ;

Centuri, construction d'un môle (achevé) ;

Macinaggio, curage du port (ajourné) ;

Porticciolo, construction d'un petit môle (ach.) ;

Bastia, réparation du grand môle, construction du quai nouveau et d'un quai intérieur pour le port ; ces deux premiers travaux sont achevés, le troisième est ajourné, jusqu'à ce que la question du port à établir soit décidée.

Propriano, construction d'un môle et d'un embarcadère, (commencée) ;

Bonifacio, construction d'un quai, adjugée en 1843.

Tous ces différents projets avaient recu, en 1841, un commencement d'exécution, à l'exception du curage du port de Macinaggio, retardé par des circonstances de force majeure, et ces travaux, poussés avec activité, étaient, à la fin de 1843, presque tous achevés.

Enfin une loi spéciale ayant accordé aux ports de l'île-Rousse et d'Ajaccio un nouveau crédit d'un million, 285,183 avaient été dépensés sur cette somme et les travaux avaient été commencés et poussés avec activité.

On le voit donc à la fin de 1843, 7,631,663 f. avaient été dépensés sur les 13,600,000 fr. accordés par les chambres. 504,356 mètres de routes avaient été construits ; les phares étaient presque tous achevés ; des travaux considérables et impor-

tants avaient été exécutés dans plusieurs ports de l'île pour les protéger, les étendre et les défendre. A-t-on donc le droit, en présence de ces faits, de déclarer, d'un ton si tranchant, que rien ne se fait et que tout est livré à l'abandon? Sans doute tout ne va pas assez vite au gré de l'impatience qui ne calcule pas les difficultés, qui ne raisonne qu'en théorie et qui voudrait tout voir se changer en un clin d'œil. Mais en réalité tout va différemment et si les travaux en Corse n'avancent pas aussi vite qu'on pourrait le souhaiter, la faute en est, en grande partie, il faut savoir le dire à tous, aux obstacles qu'apportent les propriétaires dans le règlement des indemnités; dans le manque de bras et d'entrepreneurs, dans les difficultés qui opposent la mer, pour les constructions des ports, pendant une partie notable de l'année; obstacles et difficultés, dont les uns sont invincibles et dont les autres pourraient disparaître avec un peu plus de bonne volonté, de patriotisme, qui ne se voit, après tout, que de l'intérêt, bien entendu, puisque le propriétaire est le premier appelé à profiter de l'avantage des routes qui peut doubler ou décupler même la valeur de la propriété dont il ne sacrifierait qu'une faible partie, moyennant une indemnité raisonnable. Voilà où est le mal, et non là où l'on se plaît à le mettre pour tout brouiller et pour avoir la triste satisfaction d'obtenir, à force de scandale, une apparence de raison que l'évidence des faits ne tarde pas à réduire à néant.

La lettre suivante a été adressée au *Progressif*:

Monsieur le Rédacteur,

— Votre numéro du 5 courant contient un article, où il est question de moi, et que je ne dois ni ne veux laisser passer sans réponse, quelle que soit du reste ma répugnance pour toute sorte de polémique. Je commence par maintenir l'assertion, qui se trouvait dans ma lettre au *National* du 17 août, en réponse à un article de la même nature, savoir: que d'accord avec les avocats de la commission du monument, il avait été convenu de renvoyer l'affaire à la rentrée, j'ajouterais, pour écarter toute espèce d'équivoque que cette entrevue eut lieu vers la fin de juillet, le 29 je crois, à une heure de nuit, sur la place du Diamant. Jugez de ma surprise, lorsque de retour de Paris le 14, on m'a montré le numéro du 5, où j'ai lu le démenti suivant: il n'y a jamais eu semblable convention entre M. Arrighi et les avocats de la commission. Il est cependant résolu des explications que j'ai provoquées le jour même de mon arrivée à Ajaccio, en présence de plusieurs personnes, que, dès le mois de mars dernier, j'avais réellement sollicité, à diverses reprises, la fixation d'une audience et pris l'engagement de me rendre à Ajaccio aussitôt qu'il y aurait eu possibilité de plaider contradictoirement; que, pour mieux applanir toutes les difficultés, je promis de renoncer au bénéfice des délais qu'aurait entraîné la signification du profit joint, signification qui n'a pas encore été faite; enfin, que je n'avais rien négligé pour hâter le jugement dont on nous menace. Mes lettres à M. le procureur du roi, pour qu'il voulût bien s'entendre avec M. le président, afin de fixer, de concert, une audience spéciale; deux autres lettres à M. l'avocat Poggi, et surtout ses réponses, témoignent suffisamment de toutes mes diligences. Les auteurs de l'article n'ignorent pas non plus, qu'il n'y a que trois avoués postulants, tandis que les parties qui figurent au procès, sont au nombre de cinq, de telle sorte, que lorsque je suis arrivé à Ajaccio, je n'ai pu trouver d'officier ministériel pour prendre et déposer des conclusions au nom de MM. Henraux et Deligny. Le profit-joint, dont on fait tant de bruit, tout en

avouant qu'il n'avait aucune portée, avait été prononcé à mon insu, le 25 juillet, précisément à l'époque où je me dirigeais vers la ville d'Ajaccio.

En jouant le rôle de temporisateur, qu'on veut bien me prêter, j'eusse mal compris le mandat que je tenais de la confiance de mes clients. Leur intention, comme la mienne, était d'appeler, le plutôt possible, les lumières d'une discussion complète sur une cause aussi étrangement dénaturée. Aussi, les entraves ne viennent-elles assurément pas de notre côté. Disons plutôt, que le but évident de toute cette publicité, pour le moins inutile, est de transporter le débat, du tribunal d'Ajaccio dans la presse.

Les lenteurs et les ajournements ne conviennent pas plus au caractère de mes clients, qu'au mien. Ou serait, d'ailleurs, la cause de tous ces détours? On conçoit que lorsqu'on manque de cœur ou recule devant les feux d'une redoute, mais on ne comprend pas; que quand on croit avoir pour soi le droit et la raison, on recule devant un débat judiciaire, quelle que soit, du reste, l'habileté des adversaires.

Insinuer que des retards, indépendants de la volonté de MM. Henraux et Deligny et de la mienne, cachent des combinaisons et des craintes, c'est tromper sciemment le public. La seule crainte qui préoccupe mes clients, c'est de ne pas trouver, dans la marche de cette affaire, la droiture qui a constamment dirigé leur conduite.

Maintenant que la vérité des faits est établie s'il plaisait encore à votre correspondant anonyme d'en entretenir vos abonnés, j'attendrais, pour répondre, que nous soyons en présence devant le tribunal, de qui seul nous relevons.

ARRIGHI, avocat.

Des renseignements inexacts ayant été publiés sur l'incendie qui a détruit, le 21 août dernier, la maison de M. Flach, juge de paix à Rogliano, nous croyons devoir revenir sur ces faits pour les présenter tels qu'ils se sont passés.

Loin d'avoir été le premier à s'apercevoir du feu, M. Flach a été le dernier averti de sa famille. Déjà couché et occupant une pièce écartée, il croyait si peu à la grandeur et à l'imminence du danger, qu'il monta, sans trop se presser, dans les combles de la maison. Là, après d'inutiles efforts pour arrêter les progrès des flammes, convaincu qu'il n'y avait pas de temps à perdre, M. Flach se décida à aller chercher du secours. En descendant il enleva son jeune fils, encore tout endormi et après l'avoir déposé dehors, il courut au Vignale, hameau limitrophe pour inviter le maire et les habitants à faire sonner le tocsin. Avant que M. Flach eût quitté son lit, sa femme avait vu madame Casabianca, mère, franchir précipitamment l'escalier et avait échangé quelques paroles avec elle et lorsque la famille de M. Flach se réfugia chez M. le capitaine Ciavaldini, son parent, où il trouva la plus généreuse hospitalité, M. Casabianca père s'y trouvait déjà.

La population de Vignale a été dans cette circonstance, admirable de zèle, de dévouement et de courage. La gendarmerie, qui accourut promptement, réunit ses efforts à ceux des habitants. Mais c'est surtout M. le maire qui a fait preuve du plus grand dévouement. Accouru le premier sur les lieux, il affronta le premier le danger et anima chacun de sa voix et de son exemple. Il s'exposa même avec tant de courage qu'un moment on le crut enseveli sous les ruines de la maison et si cette dernière n'a pas été détruite de fond en comble, c'est à M. le maire de Vignale que M. Flach en est redevable. Tels sont les faits que nous croyons devoir établir et sur lesquels nous insistons pas autrement, ne voulant pas que dans cette circonstance douloureuse où tout le

monde a fait son devoir, il puisse y avoir place pour une polémique déplacée.

Voici en quels termes et dans deux articles différents s'explique le *Journal des Débats* sur l'arrangement amiable intervenu entre la France et l'Angleterre.

«Que disaient les journaux de l'Opposition il y a trois jours à peine? Ils disaient que M. Guizot avait offert de désavouer et de rappeler le capitaine d'Aubigny. Ils ajoutaient que l'Angleterre, ne se contentant pas du sacrifice de M. d'Aubigny, exigeait encore le désaveu et le rappel du gouverneur, M. Bruat. On peut relire le *National* de jeudi dernier. Toute la polémique de l'Opposition, en un mot, a roulé pendant près d'un mois sur ces deux hypothèses qui ont servi de prétexte à mille déclamations, soit contre la faiblesse et la lâcheté de M. Guizot; soit contre l'orgueil intolérable de l'Angleterre.

On connaît la vérité aujourd'hui. M. Guizot a-t-il offert de désavouer et de rappeler M. d'Aubigny? Non, puisque M. d'Aubigny n'est ni désavoué ni rappelé. Le cabinet anglais n'a-t-il exigé le désaveu et le rappel non seulement de M. d'Aubigny, mais encore de M. Bruat? Par quelques phrases qu'il ait passé la négociation, une chose est certaine: c'est que l'arrangement est conclu, et que M. Bruat n'est pas plus désavoué et rappelé que M. d'Aubigny. Il faut donc louer M. Guizot de sa fermeté, s'il a refusé le double sacrifice qu'on lui demandait; il faut louer le cabinet anglais de sa loyauté et de sa modération, si, après un plus mûr examen, reconnaissant qu'il n'y avait eu de notre part qu'un tort de procédés dans l'usage d'un droit, il s'est relâché de ses prétentions. L'Opposition avait eu l'imprudence de faire son siège d'avance. Elle comptait, tout au moins sur le rappel et sur la destitution de M. d'Aubigny. Toutes ses pièces étaient en batterie pour tirer sur M. Guizot, le jour où l'on apprendrait que le sacrifice était consommé. Qu'arrive-t-il? Cette Angleterre intraitable, qui veut la guerre à tout prix, se contente d'un regret et d'un blâme exprimés par notre gouvernement. Ce ministre des affaires étrangères de France, qui veut la paix à tout prix, M. Guizot, n'a pas même offert ce que l'Opposition supposait qu'il offrirait; il n'a pas cédé: comptant sur la sagesse du gouvernement d'Angleterre, il s'en est tenu à ses premières propositions, il a fini par y ramener lord Aberdeen et sir Robert Peel. Point de désaveu, point de rappel! l'expression d'un simple regret et l'offre d'une indemnité à M. Pritchard! Il y aurait lieu, même pour les feuilles de l'Opposition, de se féliciter d'un résultat auquel il semble qu'elles s'attendaient si peu. Mais non, M. Bruat et M. d'Aubigny seraient rappelés, M. Pritchard retournerait triomphant à Taïti, l'ultimatum dont on nous a si souvent parlé et dont le *National* nous détaillait, jeudi encore, les conditions déshonorantes, aurait été accepté par le ministère, qu'il n'y aurait pas plus de gémissements sur l'humiliation de la France! Le *National* en est à croire que l'heure de notre décadence a sonné, et à pleurer sur notre grandeur déchue; tout cela, apparemment, parce que M. Guizot n'a pas offert le désaveu et le rappel de M. d'Aubigny, et parce que l'Angleterre n'a pas exigé, de plus, le désaveu et le rappel de M. Bruat.

On s'est entendu, et sans que de part ni d'autre il en ait rien coûté à l'honneur. Ici l'on annonçait tantôt que M. Pritchard allait être renvoyé à Taïti, le bâtiment qui devait le transporter était tout prêt; tantôt que M. Guizot consentait à rappeler le gouverneur, M. Bruat, et le capitaine d'Aubigny. M. Pritchard ne retournera pas à Taïti. Le gouverneur, M. Bruat, ne sera pas plus appelé que le capitaine d'Aubigny. Le gouvernement a soutenu avec énergie le droit qu'avaient ses officiers d'éloigner un étranger turbulent. Ce n'est pas empêcher pas nos journaux de l'Opposition de crier à l'infamie et à la lâcheté; il faut s'y attendre, et, quand on a raison, on peut mépriser les clameurs. Le gouvernement a blâmé ce qu'il était juste et convenable de blâmer, la violence du procédé dans l'emprisonnement et dans la mise au secret de M. Pritchard. Autre chose est le droit, autre chose est la manière dont on en use. Enlevé subitement, M. Pritchard a pu souffrir dans ses intérêts matériels; une indemnité, s'il y a lieu, lui sera accordée. Voilà les conditions de l'arrangement, satisfaction illusoire pour l'Opposition anglaise, concession énorale pour l'Opposition française; en réalité, transaction équitable, qui fait également honneur à ceux qui l'ont offerte et à ceux qui l'acceptent. Aussi les deux cabinets ont-ils droit à la reconnaissance des gens de bien; ils ne se sont pas laissés étourdir par les cris que l'on poussait au-dessous d'eux; ils ont examiné l'affaire en elle-même, avec un sincère désir de s'accorder réciproquement tout ce qui serait juste; le faux point d'honneur n'a rien obtenu, la vraie dignité est satisfaite.

COLLÈGE DE SAINT-GIRONS.

Le Collège de Saint-Girons, ancienne école centrale, s'est constamment distingué par la pureté des principes et par la solidité des études. Il a fourni de tous temps aux diverses classes de la société, aux diverses branches administratives des sujets fort remarquables. Cependant, depuis quelques années, il paraissait en décadence; mais un heureux changement d'administration est survenu au commencement de l'année scolaire qui vient de s'écouler.

Le nouveau principal, M. Calisti, a donné à ce Collège la direction la plus sage sous tous les rapports possibles, et grâce aux généreux sacrifices que la ville s'est imposés, le local a été considérablement amélioré, toutes les classes sont doublées: une école primaire est annexée à l'établissement et un ecclésiastique respectable, à tous égards, est chargé de l'enseignement religieux.

Nous applaudissons principalement à l'adjonction de l'école primaire. Toutes les familles trouveront désormais dans le Collège de Saint-Girons une instruction en rapport avec leurs besoins réels.

Honneur à la ville dont les mandataires entendent ainsi leur noble mission.
(*Journal de Toulouse*)

AVIS.

Conformément aux règlements universitaires, la deuxième session de la Commission des lettres de la Corse, aura lieu dans la seconde quinzaine d'octobre. Le jour précis de l'ouverture de la session sera annoncé par un nouvel avis.

On invite les candidats porteurs des certificats d'études domestiques à les faire parvenir immédiatement au secrétariat de l'Académie.

Nouvelles Diverses.

— Les journaux anglais et quelques journaux français publient des lettres de Taïti, d'après les quelles une nouvelle collision aurait eu lieu entre les soldats français et les insulaires de Taïti, le *Moniteur Parisien* assure que le gouvernement n'a reçu aucune lettre qui parle de ces faits.

— On lit dans les *Débats*:

M. le duc de Glucksberg et M. de Nyon,

ont dû se présenter devant Tanger pour offrir à l'empereur une dernière occasion de sauver son empire d'une ruine inévitable. Le gouvernement français se montre aussi modéré qu'avant la victoire. Il pouvait faire supporter à l'empereur les frais de la leçon sévère qui lui a été donnée, il ne l'a pas voulu. La France est assez riche pour payer sa gloire. L'enseignement devra profiter à tout le monde, et la France ne saurait en regretter le prix qui n'est, après tout, qu'une considération très secondaire. M. le prince de Joinville se dispose à rentrer en France. Une partie de l'escadre restera en croisière dans la Méditerranée pour y réprimer la piraterie; et, si la leçon qu'a reçue l'empereur ne suffit pas pour l'éclairer sur sa position et pour lui faire entendre raison, le gouvernement français prendra toutes les mesures pour établir la paix et la sécurité au dehors comme au dedans de ses possessions d'Afrique. La France vient de faire une campagne; elle ne demande pas mieux que de s'arrêter si ses légitimes demandes obtiennent satisfaction. Sinon elle ira jusqu'au bout.

— On lit dans le *Moniteur Parisien*:

«Un journal rapporte, sur la foi d'une lettre écrite d'Alger, qu'Abd-el-Kader aurait reparu dans le désert, au sud de l'Algérie, dans l'intention d'y soulever des tribus contre l'autorité française.

«Nos informations nous permettent d'affirmer qu'il n'est parvenu aucune nouvelle de ce genre.

«Au surplus, qu'Abd-el-Kader soit encore dans le Maroc, ou qu'il soit dans le désert, il est bien probable qu'il n'est aujourd'hui nullement à craindre.

— Le gouvernement paraît enfin comprendre la nécessité de donner à l'escadre commandée par M. le prince de Joinville les moyens de garder ses avantages. Il va la fortifier par l'adjonction de trois bâtiments, la Chevette et la Panthère de 8 bouches à feu, et l'Eglantine de 4. Les ordres nécessaires à l'armement de ces trois bâtiments sont partis hier soir pour Cherbourg et pour Lorient. On s'est décidé aussi à mettre à la disposition de M. le prince de Joinville les troupes et l'artillerie nécessaires pour renforcer la garnison qui occupe en ce moment la petite île de Mogador. Ces précautions et ces mesures s'expliquent quand on voit les Marocains recommencer leurs démonstrations hostiles. Nous n'avons pas appris non plus qu'Abderrahman ait demandé à négocier.
(*Revue de Paris*).

— On écrit de Dublin, dit le *Morning Chronicle* d'hier: «La mise en liberté d'O'Connell a excité le plus vif enthousiasme; sa sortie de prison a été une véritable fête; la foule qui l'attendait pour le saluer de ses vivats était immense. Cette foule l'a accompagné jusqu'à sa demeure. O'Connell a pris alors la parole, et, dans une chaleureuse improvisation, a remercié le peuple de ses témoignages d'amour qu'il a reportés à la sainte cause du rappel. La multitude électrisée a fait retentir l'air de ses acclamations mille fois répétées. Aucun désordre n'a troublé cette solennité improvisée.

— On nous assure positivement que Louis-Philippe arrivera en Angleterre le 9 du mois prochain, s'il ne se présente aucun empêchement imprévu.
(*Times*).

— La *Gazette d'Angbourg* annonce, d'après une correspondance de Naples, que le gouvernement des Deux-Siciles révisé en ce moment les tarifs, dans le but de diminuer les droits dont sont frappées les exportations étrangères. Elle ajoute que le cabinet napolitain aurait renoncé à espérer la conclusion d'un traité de commerce avantageux avec la France, l'Angleterre et l'Espagne, mais serait sur le point d'entamer des négociations avec le Zollverein.

— Une singulière rencontre a eu lieu hier à Rouen. Vers trois heures de l'après-midi, on débarquait, sous la mâture, au quai du Harre, du bateau le *Luxor*, venant de Paris, la statue équestre en bronze de Wellington, s'acheminant vers l'Angleterre.

Au même moment se présentait, sous le même appareil, le chaland le *Tancardille* pour mettre à terre la statue en pied et en marbre de Napoléon, destinée par le roi à la ville d'Ajaccio.

Les expéditeurs n'étaient pas les mêmes: aucune des statues avait à Rouen un consignataire différent; on les avait embarquées dans deux bateaux distincts, et pourtant elles se rencontraient à la même heure, au même lieu, et un instant elles se sont trouvées face à face sous l'encadrement de la mâture.

Une contestation s'est élevée devant le commandant du port sur le point de décider lequel devait passer le premier, de Napoléon ou de Wellington; Napoléon a obtenu la priorité pour le débarquement, et Wellington pour le rembarquement.

Les deux statues ont été immédiatement rembarquées pour leurs destinations respectives: celle de Napoléon, dans un brick qui va directement faire voile pour la Corse, et celle de Wellington dans un chaland qui transhivernera au Havre.
(*Journal de Rouen*).

LA FILLE DU MAÇON. — Héloïse N..., fille d'un maçon, demeurant rue Coquenard, avait été mise de bonne heure dans un pensionnat. Son éducation terminée, elle revint chez son père, simple ouvrier, qui s'était imposé des privations de toute nature pour donner à sa fille une éducation de demoiselle; puis elle entra comme teneur de livres dans un magasin de nouveautés. Mais cette position était bien loin de répondre aux espérances de la jeune fille, élevée avec des enfants appartenant à de riches familles.

Il y a huit jours, Héloïse quitta le magasin où elle était employée pour revenir chez son père; puis, avant-hier, elle l'abandonna et alla louer une chambre à l'hôtel Brady, dans le passage de ce nom. A peine installée dans ce modeste domicile, la jeune fille s'y enfuma, écrivit longuement, puis elle sortit à plusieurs reprises, rentra vers la fin du jour; la soirée et le lendemain se passèrent sans qu'on l'aperçût.

Cependant le maçon, que la disparition de sa fille avait mis au désespoir, ne négligeait rien pour découvrir sa retraite; il apprend enfin qu'elle s'est logée à l'hôtel Brady, et il s'y rend en toute hâte. — Héloïse... dit le maître de la maison, répondant aux questions du malheureux père, oui, nous avons cela depuis deux jours; voyez au n°...

On monte à la chambre indiquée, le maçon suit de près la servante; tous deux entrent dans la chambre, et là un affreux spectacle s'offre à leurs regards: la jeune fille, étendue sur son lit, avait cessé de vivre depuis vingt-quatre heures; près du lit était deux fourneaux de terre contenant quelques restes de charbon et sur une table vermoulue se trouvait une lettre que, avant de mourir, la malheureuse jeune fille avait adressée à son père. Voici quelques unes des phrases tracées à l'heure suprême par cette insensée:

«Mon père! pourquoi es-tu maçon?... Cette pensée me tue; je ne puis me résoudre à dire aux gens par où j'ai vécu jusqu'à présent; Mon père est maçon! Avec moins d'amour-propre, j'étais perdue; je vais mourir.... Merci, mon Dieu!»

Cette malheureuse a été inhumée hier; il a fallu prendre des mesures violentes pour sauver son malheureux père de son désespoir.

(*Gazette des Tribunaux*.)



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

PREMIER
DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 3 fr.
Six mois 5
Un an 10
Pour le Continent 20 fr.
Pour l'Étranger 24
PREMIER D'INSCRIPTION.
Diverses 40 c.
Judiciaires 30 c.
Les lettres et annonces doivent être adressées francs.

Bastia.

Depuis plusieurs années M. le maréchal Sébastiani, qui n'a jamais oublié son pays, avait formé, à diverses reprises, le projet de le visiter et de revoir une fois encore cette île de Corse que ses enfants aiment si profondément et dont le souvenir le poursuit sans cesse. Mais la force des événements l'avait contraint d'ajourner l'accomplissement d'un projet si plein de charmes pour lui. Cette année enfin, les obstacles des années précédentes disparaissent et le voyage fut résolu.

Cette nouvelle, quand elle fut connue en Corse, à Bastia, excita une grande joie. M. le maréchal Sébastiani n'est pas seulement pour la Corse un grand illustrateur vivante; ce n'est pas seulement le guerrier courageux et habile qui, sur plus d'un champ de bataille, a donné des preuves de son courage; ce n'est pas seulement le diplomate ferme et décidé qui, à Constantinople, réalisa si bien les vœux de l'empereur; ce n'est pas l'homme que les luttes politiques sous la restauration avaient grandi et qui, ministre et ambassadeur depuis 1830, avait pu rendre encore des services à sa patrie : à tous ces titres M. le maréchal Sébastiani a obtenu l'expression des sympathies de la Corse; mais ce qui excite et agrandit encore ces sympathies, c'est que malgré toutes les préoccupations politiques, toutes les grandes affaires au milieu desquelles il s'est trouvé mêlé, il n'a jamais oublié la Corse et s'est toujours efforcé de provoquer les mesures qui pouvaient contribuer à son amélioration. Cette persistance dans le souvenir du pays natal, que tant d'hommes oublient, emportés par les soucis de tous les jours, honore M. le maréchal, et la Corse lui a su gré de cette affection toujours disposée à venir à son aide. Les liens qui l'unissaient à notre île ont été ainsi resserrés et consolidés chaque jour. Dernièrement encore on sait tous les efforts, toutes les peines et toutes les instances de M. le maréchal pour amener une solution heureuse et si longtemps attendue de la question du port de Bastia. M. le maréchal, tout le monde le sait, s'est interposé d'une manière active, pressante, et grâce à ses efforts, à ses représentations, la question a avancé d'un grand pas. Tout le monde le sait en Corse, et la reconnaissance, cette vertu du cœur corse, ne pouvait se taire et a dû profiter de la première occasion pour témoigner à M. le maréchal combien elle gardait souvenir de la chaleur avec laquelle il avait plaidé ses intérêts.

Aussi, la population de notre ville, livrée à elle-même, et elle ne pouvait être mieux inspirée, a voulu donner à l'arrivée de M. le maréchal à Bastia un air de fête et de solennité, dont le cœur et l'empressement public étaient les seuls frais, qui marquera ce jour au nombre des souvenirs d'une ville. Le conseil municipal de Bastia, de son côté, ne pouvant point rester en arrière, voulut se montrer le représentant, dans cette circonstance, des sentiments de la population. Des fonds furent votés pour donner à cette réception un nouveau caractère qui ne lui enlevât rien de

cet air de famille et de spontanéité qui en faisait le principal et l'unique mérite; il voulut s'associer au mouvement et non le provoquer; telle devait être la conduite du conseil municipal et c'est celle qu'il a suivie.

L'incertitude du jour de l'arrivée de M. le maréchal Sébastiani n'a point ralenti, cependant les quelques préparatifs commencent pour le recevoir d'une manière qui lui prouve combien son nom est respecté ici et avec quelle vive reconnaissance ses efforts pour la prospérité de la Corse sont appréciés. Différentes corporations avaient élevé, sur différents points de la ville, des arcs élégants de verdure, avec des inscriptions : un portique de verdure au débarcadère du môle par les marins; deux dans la rue St-Jean par les forgerons et les menuisiers; trois sur la place du Marché, par les vignerons, les maçons et les marins-pêcheurs; un dernier arc représentant l'entrée d'une ville fortifiée avait été placé à l'entrée de l'hôtel de l'Europe, un moment avant l'arrivée du maréchal; le quartier des Jésuites et celui de St-Joseph avaient aussi dressé deux arcs de verdure; deux autres avaient été également élevés à l'entrée de la ville haute. Toutes ces décorations simples qui devaient donner à l'arrivée du maréchal un air de fête, et traduire, d'une manière bien incomplète, les sentiments des habitants.

Le Conseil municipal avait cru devoir charger une députation d'aller trouver M. le maréchal Sébastiani en Italie, afin de lui exprimer toute la satisfaction qu'éprouvait la Corse et Bastia de voir un de ses plus nobles enfants, venir la visiter et de lui faire connaître en même temps les véritables sentiments de la population à son égard. M. le maréchal Sébastiani, si nous sommes bien informés, ne voulait point de démonstrations officielles qui n'ont que bien peu de valeur quand la population reste froide et indifférente; il n'aurait pas voulu non plus de démonstrations qui auraient pu rencontrer des protestations même isolées, et dévoué, avant tout et par dessus tout, à son pays, il ne voulait pas que son arrivée fût une occasion de froissements individuels, quelque injustes qu'ils fussent. La députation du Conseil a dû le rassurer à cet égard et lui montrer que son arrivée ne pouvait faire éclater qu'un seul sentiment, celui de l'affection et de la reconnaissance. Il a pu en même temps le convaincre que les dispositions prises par la population étaient spontanées : elles étaient si peu officielles en effet qu'à l'arrivée des lettres de M. le maréchal qui exprimaient nettement le désir qu'il avait d'être reçu sans aucune espèce de démonstration publique, différentes personnes s'étaient empressées de se rendre près des corporations et de la population pour la décider à s'abstenir de toute espèce de démonstration; mais leurs efforts furent inutiles; la population resta ferme dans sa résolution et c'est là ce qui a donné toute sa valeur à la réception cordiale faite à M. le maréchal par la ville de Bastia.

Mercrredi dernier, un bateau de la compagnie Viatry, le *Télégraphe* arriva à Bastia à trois heu-

res et demie, au milieu d'un orage affreux et d'une pluie qui tombait par torrents. On crut que M. le maréchal Sébastiani se trouvait sur ce bateau; mais bientôt on apprit qu'il ne devait arriver que dans la soirée, sur le *Phare*, bateau de l'État qui était allé le prendre à Livourne et qui n'était parti qu'après le *Télégraphe*. Dès lors les derniers préparatifs se firent avec activité. L'orage s'était calmé et tout faisait espérer que la soirée serait belle et que rien ne contrariait le débarquement de notre compatriote.

A 6 heures le nouveau quai, le grand môle, le port étaient garnis d'une foule compacte qui attendait l'arrivée du bateau et qui cherchait à le découvrir à l'horizon. On l'aperçut bientôt et le bateau le *Maréchal Sébastiani* partit tout pavé, au devant du *Phare*. A 7 heures le *Phare* était en vue du port et de nombreuses détonations de boîtes à feu annonçaient que le maréchal approchait. La foule s'était accrue sur le lien du passage et sur la place du théâtre. Les principales maisons du port avaient été illuminées, ainsi que les arcs de verdure, et l'aspect qu'offrait le marché avec ses trois grands arcs, ses mâts couverts de myrthes, son éclairage et ses illuminations, avec la foule compacte qui le remplissait, était des plus agréables à voir.

A 7 heures et demie M. le maréchal Sébastiani, au-devant duquel était allé M. Lazarotti, maire de la ville de Bastia, descendait du *Phare* dans la barque du chef de la marine, pendant que le *Phare* le saluait par dix-neuf coups de canon auxquels répondaient les boîtes tirées par les navires du port, le canon de la citadelle, et qu'il allumait sur son bord des feux de bengale pour éclairer le débarquement. Le ciel s'était débarrassé de ses nuages.

M. le maréchal descendit à terre sur le petit môle avec la députation du conseil municipal qui était allé le trouver en Italie, accompagné d'un grand nombre de notables de la ville qui s'étaient empressés de se joindre à lui. M. le marquis de St-Simon, commandant la division militaire, s'y trouvait également, il s'était empressé de venir saluer M. le maréchal, qui parcourut au milieu d'une foule immense qui ralentit la marche du cortège, la rue St-Jean, la place du théâtre, la rue du marché et arriva à l'hôtel de l'Europe où se trouvait l'état-major de la division militaire de la Corse, les officiers du régiment, une compagnie et la musique du 8^e qui exécuta aussitôt différents airs. Il se rendit, toujours escorté par les personnes qui l'avaient suivi depuis son débarquement, dans l'appartement préparé pour le recevoir, à l'hôtel de l'Europe. Cependant la foule restait pressée sur la place, jouissant du spectacle qu'elle offrait et s'entretenant des circonstances diverses de cette fête. Le nom du maréchal était sur toutes les lèvres. Jusqu'à une heure assez avancée les promeneurs circulaient dans les rues, pour jouir des plaisirs de cette fête de famille. Le 25 septembre restera ainsi comme le souvenir d'un beau jour pour Bastia.

Nous croyons que la réception officielle, toute française et toute spontanée, faite à M. le maréchal

— Le 30 août dernier, la cour d'assises de la Seine a jugé l'affaire du complot légitimiste dont nous avons parlé à nos lecteurs dans le temps, et dans lequel se trouvaient impliqués M. Charbonnier de la Guesnerie d'Angers, et M. de Lespinois, avec le sieur Toutain, ancien cocher de Charles X, et Toutain, ancien pensionnaire de la liste civile; ces deux derniers, déclarés coupables par le jury, ont été condamnés à 2 ans de prison. Les deux autres ont été acquittés.

Cette affaire aura un retentissement auquel le parti légitimiste ne comptait guère. L'acte d'accusation, par l'effet qu'il a produit sur l'opinion publique, vaut à lui seul la punition la plus sévère.

— On écrit du camp de Guelma au Toulonnais : Le brigadier Gérard est rentré ce matin de la chasse au lion, il a tué l'hôte dangereux du bois de l'Archione. à 3 lieues S. O. du camp.

— Ce lion avait enlevé plusieurs bœufs. Depuis plusieurs jours, les Arabes s'abstenaient de conduire leurs troupeaux paître de ce côté; ils ont cédé aux sollicitations du brigadier Gérard, et ont conduit, le 8 à 6 heures du soir, un troupeau de bœufs aux environs du bois de l'Archione.

— Gérard accompagné des spahis Bouaris Ben Rafiat et Mohamed Sala, est allé attendre le lion l'endroit où il se présentait habituellement avec son troupeau.

Il était 7 heures quand le lion a poussé son premier rugissement : Gérard se lève, accompagné des deux braves susnommés, et marche au-devant de lui. Nos braves étaient engagés dans les hautes bruyères de l'Archione quand le lion a poussé son deuxième rugissement; ils ont continué à marcher sur lui, et ne se sont arrêtés que lorsqu'un troisième rugissement les avertis qu'ils n'étaient distants que d'environ 60 mètres. Là, ils s'arrêtèrent et prêtèrent l'oreille. Gérard entend le lion arriver; il prévient ses aventureux compagnons que le lion est là, et par un signe éloquent, il leur intime l'ordre de ne pas bouger. Cinq minutes s'étaient à peine écoulées, lorsque le bruit de ses pas succéda à l'apparition subite du quadrupède si justement redouté. Une inspection rapide du terrible animal a convaincu Gérard qu'il aurait affaire à un adversaire digne de tomber sous ses coups.

Le lion apercevant les trois champions qui attendaient de pied ferme, au lieu de rebrousser chemin ou de dévier de sa route, lève la tête et marche droit à eux. Les Arabes, qui n'ont aperçu, l'ayant couché en joue, Gérard, dont l'arme était à terre, saisi de la main gauche le fusil de Bouaris qui s'appretait à faire feu, et lui ordonna de ne pas tirer. Le lion continua à marcher sur eux : déjà il n'est plus qu'à vingt-cinq mètres environ. Gérard alors s'ajuste, mais comme il n'a qu'une balle à lui envoyer et que cette balle doit lui donner la mort, il l'attend jusqu'à la portée de 6 mètres. Le coup part, le lion tombe; la balle l'a frappé à la tempe droite. L'agonie du lion n'a pas été longue, un sourd rugissement annonça son passage subit de la vie à la mort. Il était temps, car la nuit était close.

Il pesait 500 livres et avait 3 mètres de long. Nous en avons régalé toutes les pensions d'officiers et toutes les troupes de la garnison. — Un des rédacteurs du *Sicco* en fouillant dans la curieuse collection d'autographes et de manuscrits que possède M. Lefebvre, libraire à Paris, a trouvé un autographe de Bonaparte qui, outre l'importance qui s'attache à tous les écrits de l'empereur, emprunte aux circonstances actuelles un intérêt d'opportunité.

Le 30 frimaire an XI, le conseil municipal d'Orléans avait nommé une commission de douze membres pris, dit l'original que nous avons sous

les yeux, parmi les artistes et amateurs distingués de cette ville, pour établir un monument en l'honneur de Jeanne d'Arc. Cette délibération fut mise sous les yeux du premier consul, et il écrivit en marge les lignes suivantes :

« Ecrire au citoyen Grignon Desormeaux que cette délibération m'est très agréable. L'illustre Jeanne d'Arc a prouvé qu'il n'est pas de miracles que le génie français ne puisse produire dans les circonstances où l'indépendance nationale est menacée.
« Unie, la nation française n'a jamais été vaincue; mais nos voisins, plus calculateurs et plus adroits, abusant de la franchise et de la loyauté de notre caractère, semèrent constamment parmi nous ces dissensions d'où naquirent les calamités de cette époque et tous les désastres que rappelle notre histoire. »

Les deux lignes suivantes sont rayées :
« L'exemple que donnent les habitants d'Orléans devrait être imité par les concitoyens de Duguesclin et d'Olivier Clisson.
« Paris, le 10 pluviôse an XI.
« Le premier consul, BONAPARTE. »

LIBRAIRIE FABIANI.

COLLECTION COMPLÈTE

Par ordre chronologique des lois, édits, traités de paix, ordonnances, déclarations et règlements d'intérêt général, antérieurs à 1789, restés en vigueur avec des renvois à la législation nouvelle et à la jurisprudence de la Cour de cassation, des Cours royales et du Conseil d'État, est une table raisonnée des matières : ouvrage destiné à servir de prolegomènes à toutes les collections qui commencent à 1789. Par WALKER, avocat à la Cour royale de Paris, 2^e tirage. 5 vol. in-8. 35 fr.

MAISON RUSTIQUE

ou

XXX^e CIRQUE

Ornée de 2500 Gravures

REPRÉSENTANT TOUTES LES INSTRUMENTS, MACHINES, APPAREILS, RACES D'ANIMAUX, PLANTES, ARBRES, ARBUSTES, FLEURS, LÉGUMES, SERRAS, BATIMENTS RURAUX, ETC.

5 Vol. gros in-8° 42 fr. 50 c.

MARINE ROYALE.

Adjudication par soumissions cachetées.

Le public est prévenu que le 14 octobre prochain, à l'heure de midi, il sera procédé dans les bureaux du Commissariat de la marine à Bastia, à l'adjudication par soumissions cachetées, des fournitures de rations de journalier et de denrées partielles nécessaires, pendant l'année 1845, aux équipages des bâtiments de l'État en station ou de relâche dans les différents ports de la Corse.

Les personnes qui auraient l'intention de faire des offres, pourront prendre connaissance du cahier des charges au bureau de l'inscription maritime.

Toute soumission qui ne serait pas conforme au modèle joint au cahier des charges ou qui n'aurait pas été déposée au secrétariat du chef de la marine, une heure avant celle fixée pour l'ouverture de l'adjudication, sera écartée.

— Bastia, le 19 septembre 1844.

Le Chef du service de la marine en Corse,
Chevalier de la légion d'honneur,

MARTIN.

VENTE AUX ENCHÈRES.

Une partie des biens dépendants de la faillite du sieur Roch Lucciana, ex-commerçant demeurant à Bastia, a été vendue les 9, 10, 11 et 12 septembre courant mois, dans l'étude de M^e Guasco Vincent, notaire à Bastia, rue Spinola.

La vente sera continuée le lundi 23 du même mois à 10 heures du matin, heures et jours suivants au besoin, devant ledit notaire.

Les immeubles à vendre consistent en étages de maisons, magasins, caves, vignes et autres biens ruraux, etc. etc.

D'après le cahier des charges, les adjudicataires auront la faculté de profiter d'un délai de six mois pour le paiement du prix de leurs lots.

Il y aura des modifications dans la mise à prix.

La CRÉOSOTE-BILLARD contre les

MAUX de DENTS

enlève à l'instant la douleur de dents la plus vive, et guérit la carie des dents gâtées. 2 fr. le flacon avec l'instruction. Pharmaciens dépositaires : Sampolo à Ajaccio, Pomouti à Bastia, Sanguinetti à l'Île-Rousse. (7051).

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

TOULON 12 septembre, b. goél. Antoinette de 51 tx, c. Laporta, diverses.

MARSEILLE 12 id. b. goél. Conception de 60 tx, c. Belgodere, diverses.

LIVOURNE 14 id. b. à vap. Maréchal Sébastiani de 31 tx, c. Valzi, passagers.

LIVOURNE 15 id. b. goél. Assomption de 79 tx, c. Oliva, blé.

LIVOURNE 15 id. b. à vap. Télégraphe, de 53 tx, c. Lota, passagers.

DE LA PLAGE 18 id. bœuf Conception de 22 tx, c. Petit, lupins.

MARSEILLE 18 id. paquebot Bastia de 120 ch. c. Santi, dépêches.

LIVOURNE 10 id. b. à vap. Maréchal Sébastiani de 31 tx, c. Valzi, passagers.

DÉPARTS.

LIVOURNE 12 septembre, b. à vap. Télégraphe de 53 tx, c. Lota, passagers.

MARSEILLE 13 id. paquebot Napoléon de 120 ch. c. de Montaignac, dépêches.

MACINACCIO 14 id. b. goél. Conception de 38 tx, c. Tulli, diverses.

MARSEILLE 16 id. b. goél. Assomption de 54 tx, c. Belgodere, charbon.

MARSEILLE 16 id. b. goél. Assomption de 60 tx, c. Gentile, bois.

A LA PLAGE 16 id. bœuf Conception de 22 tx, c. Petit, lest.

MARSEILLE 16 id. tartane Deux Sœurs de 40 tx, c. Liparelli, bois.

LIVOURNE 17 id. b. goél. Conception de 40 tx, c. Marini, lest.

ST-FLORENT 17 id. bombarde St-Charles de 51 tx, c. Padovani, lest.

LIVOURNE 17 id. bœuf Précurseur de 25 tx, c. Valery, lest.

LIVOURNE 17 id. b. à vap. Maréchal Sébastiani de 31 tx, c. Valzi, passagers.

AJACCIO 17 id. b. à vap. Télégraphe de 53 tx, c. Lota, passagers.

A LA PLAGE 18 id. tartane François-Etienne de 55 tx, c. Guaitella, lest.

Le Gérant N. TARTABOLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

par la population de notre ville, aura fait une vive impression sur lui et qu'il aura vu avec bonheur que sa mémoire ne s'était point amoindrie parmi nous. Il a été reçu comme un père, comme un compatriote dont le zèle et le dévouement pour les intérêts du pays sont appréciés comme ils doivent l'être, et en prolongeant son séjour parmi nous, il pourra se convaincre, de plus en plus, chaque jour, que cet élan général, que cet empressement n'étaient que l'expression de sentiments qui sont au fond de tous les cœurs. Pour nous, nous n'avons rien à ajouter, nous n'avons rien à faire ressortir : les faits parlent eux-mêmes et c'est là le meilleur et le seul commentaire que nous puissions donner à l'expression de sentiments publics.

Le *Progressif* nous adresse, dans son dernier numéro, avec un ton d'inspiration qui ne convient qu'à lui, cette étrange question :

Où donc l'*Insulaire* a-t-il lu que le *Progressif* affirme qu'il n'appartient à aucun parti politique ? Puisqu'on a l'imprudence de nous questionner en termes si clairs, nous répondrons d'une façon non moins explicite et c'est le *Progressif* lui-même, qui aura la satisfaction de résoudre ses doutes. Ce n'est pas notre faute si cette réponse, beaucoup plus significative que nous aurions pu la désirer, fait un nouvel accroissement à sa bonne foi, qui deviendra proverbiale. Voici ce que ce journal écrivait, le 4 février 1843, en s'adressant à des amis qui lui demandaient quelle était sa ligne politique :

Quel est votre parti ? Êtes-vous légitimistes, bonapartistes, orléanistes ou démocrates ?

Cette question grave nous est adressée de divers côtés, par des personnes fort honorables. Elle mérite une prompte, une franche réponse. La voici :

Quel est donc notre parti ? C'est celui des honnêtes gens ; c'est celui du bien public. Nous n'en aurons jamais d'autre.

Et, après quelques autres réflexions, il ajoutait, afin qu'il n'y eût pas le moindre doute sur son éloignement de toute espèce d'opinion politique, s'efforçant à se faire ennuie politique :

Qu'importe la couleur du drapeau ? Qu'importe le nom du pilote qui tient en main le vaisseau de l'Etat ? Que la France soit libre, heureuse, glorieuse ! Que la Corse, sa fille bien aimée, obtienne sa part de bonheur, de gloire et de liberté ! Que la France se répare, ne soit pas trop lente à venir.

Voilà l'essentiel. Exiger davantage, n'est-ce pas vouloir l'impossible ? Démocratie, Aristocratie, Théocratie, — autant de médailles à double face, séduisantes d'un côté, nuisibles de l'autre.

Et puis, toutes ces thèses à perte de vue, sur la forme par excellence du gouvernement, nous paraissent des problèmes insolubles. On a disputé, on discute, on raisonnera longtemps encore, sans parvenir à se mettre d'accord.

Est-ce donc à nous, qu'il serait réservé de trancher le nœud gordien ? Oh ! Dieu nous garde d'y toucher seulement, à ces questions, qui depuis Aristote, n'ont pas avancé de l'épaisseur d'un cheveu. — C'est dans une sphère plus modeste que nous devons, que nous saurons nous renfermer.

(*Progressif* du 4 février 1843.)

Tous ceci est-il clair, net et précis ? Si plus tard le *Progressif*, auquel les contradictions coûtent très peu, a adhéré tantôt à un parti, tantôt à un autre ; si, suivant la trace des étranges évolutions d'une conviction si élastique, nous l'avons interrogé, à notre tour, sur ses opinions politiques, voici ce qu'il nous répondait le 12 octobre 1843, après ces quelques réflexions assez comiques, par lesquelles il se décernait lui-même à lui-même une apothéose drolatique :

En effet, que signifie l'accueil si favorable, si bienveillant fait au *Progressif* par le public dans ce pays ? N'est-ce pas là l'expression d'un besoin moral qui demande à être satisfait ? Tel qu'il est le *Progressif* est lu, recherché ; on se l'arrache, on le dévore, on le goûte, on le critique, on le déteste, on l'adore. Ceux qui n'osent pas s'y abonner, veulent le lire ; ceux qui s'interdisent de le lire en public, le savent en secret. Le *Progressif* ne paraît pas au jour fixé ; on s'en inquiète. C'est qu'il est lu, pauvre journal, il est à lui tout seul dans cette île, la liberté de la presse, cette passion du siècle. A ce titre on l'embrasse, on l'aime, comme on aime la liberté de la presse, quand on l'aime sincèrement, c'est à dire, à cause de ses avantages et malgré ses inconvénients.

Après ce que nous venons de dire, nous avons le droit de nous étonner que l'*Insulaire* nous demande quels sont nos principes et nos hommes ; légitimistes, républicains, tiers-parti, ou centre gauche.

Nous ne sommes pas un journal parlementaire, mais c'est loin d'être un malheur. Nous sommes un journal indépendant, le journal des intérêts corse ; terrain neutre, sur lequel toutes les opinions généreuses peuvent se rapprocher et se donner la main dans ce pays.

Ainsi, on le voit ; toutes les fois qu'une occasion solennelle s'offrirait pour lui de s'expliquer, il le faisait catégoriquement et déclarait imperturbablement qu'il n'appartenait à aucun parti et après cela, il a la bonne grâce de nous demander imprudemment où nous avons lu qu'il avait assuré n'appartenir à aucun drapeau politique ? Nous espérons qu'il se sera plus réservé à l'avenir : que le public ne se laisse plus prendre à ses indignations de commande, à ses affirmations tranchantes et à ses hardies dénégations.

Mais ce n'est pas tout. Le *Progressif* adhère aujourd'hui à la démocratie. Or, comment l'a-t-il définie lui-même ? Séduisante d'un côté, nuisible de l'autre. Ainsi le drapeau, sous lequel il se range si cavalièrement, il l'a déclaré lui-même nuisible. Nous ne pousserons pas plus loin ces réflexions, et puisque le *Progressif* consent à se flétrir lui-même, nous ne nous inscrivons pas en faux contre son impartiale appréciation, pas plus que nous ne nous arrêterons à faire ressortir sa bonne foi. Tout cela sans doute pour la plus grande édification publique. Seulement nous avertissons le *Progressif* que nous possédons, ce qui n'est pas un grand honneur, la collection complète de ses œuvres et que nous n'avons l'habitude d'accuser que pièces en main.

Somme toute, le *Progressif* adhère à la démocratie le 19 septembre 1844 ; le 4 février 1845 il la déclarait nuisible, au moins d'un côté. On a bien raison de dire que tous les goûts sont dans la nature, même celui du hideux. Et encore, le *Progressif* niait avoir écrit cette belle profession de foi que nous citons plus haut.

A cela que répondra-t-il ? Des injures, sans doute, on peut-être gardera-t-il un discret silence. Ce dernier parti serait le plus prudent et le plus habile. Mais il y a cent à parier contre un qu'il ne le suivra pas.

D'après cet échantillon de la bonne foi et de la véracité du *Progressif*, on peut apprécier la croyance qu'il faut ajouter aux misérables commérages qu'il répète si souvent sur l'argent que reçoit ou plutôt que ne reçoit pas l'*Insulaire*. *Ab uno disce omnes* : c'est là toute notre réponse, qui ne fait que confirmer toutes celles que nous lui avons déjà adressées, mais dont sa bonne foi lui a interdit de tenir compte.

Nous concevons parfaitement qu'un journal d'opposition, voire même le *Progressif*, s'arroge le droit de se moquer de public, mais au moins faudrait-il sauver les apparences et y mettre certaine mesure. Ainsi, depuis dix-huit mois, le *Progressif* dénonce à tort et à travers, même en citant des pièces matériellement fausses, nous ne savons combien de personnes à l'opinion publique ; il appelle sur elles la vindicte des lois ; il fait et refait les actes d'accusation ; morigène les juges ou les flagorne, lui qui accuse les autres de flagornerie ; fait la leçon aux jurés et tout cela est bien, noble, admirable de sa part, et nous, quand nous surprenons le *Progressif* en flagrant délit de mauvaise foi et de méchanceté ; quand nous prouvons, pièces en main, qu'il a calomnié, en se rendant coupable de plagiat, pour employer ses expressions (1) et qu'il n'a pas voulu consigner dans ses colonnes, que sa bonne foi avait été surprise — puisque bonne foi il y a — quand nous constatons ces faits sans rien inventer, mais d'une façon claire, évidente, palpable ; quand, indignement et traitreusement attaqué par des misérables inventions, nous usons du droit sacré de la défense pour montrer au public ce qu'il faut attendre de la bonne foi, de l'impartialité et de la justice du *Progressif*, nous devenons tout à coup coupables de délation, nous sommes des délateurs ! En vérité, il faudrait mettre au moins quelque pudeur quand on veut se moquer du public et du bon sens le plus simple, le plus vulgaire !

Qu'avons-nous donc fait ? nous avons rappelé que dans un intérêt de misérable camaraderie, le *Progressif* avait reproduit, avec empressement, un article ignoble dont chaque mot était une assertion fautive, ainsi que l'a prouvé le tribunal de police correctionnelle de Paris, en condamnant le rédacteur du *National* à 500 fr. d'amende et à un mois de prison ; nous avons ajouté que le *Progressif*, qui avait inséré dans ses colonnes ces honnêtes bavardages, s'était bien gardé de publier le jugement qui leur servait de réparation et nous avons prouvé par la quelle était la bonne foi, l'impartialité de cette feuille. Eh bien ! dans un fait si simple, si naturel et de si bonne guerre, le *Progressif* veut voir et faire voir une dénonciation ! C'est tout bonnement absurde.

Que le *Progressif* se tranquillise. Il le sait bien, nous écrivons pour la Corse et non pour le département de la Sarthe. Nous avons voulu tout simplement fournir à l'opinion publique de ce pays un fait à l'appui de nos accusations contre lui et nous avons le droit de répéter : *ab uno disce omnes*. Le *Progressif* a beau faire tous de passe passe incroyables, il n'arrivera pas à dénigrer la question et l'escamoteur pour le public.

Eh ! puis, après tout, il a un moyen si commode de se tirer d'affaires, que l'opinion publique serait bien exigeante et bien ingrate à son égard si elle voulait, comme c'est son droit de le demander, comme ce serait le devoir du *Progressif* de le faire, qu'il n'accusât que preuves en mains. Alors à quoi serait-il réduit ? à se taire et ce n'est pas pour cela qu'il a entrepris gratuitement, c'est-à-dire, sans fondement, sans motifs, puisqu'il faut une version interlinéaire pour éclairer l'intelligence paresseuse à dessein de ce journal, qui s'amuse à jouer sur les mots, à l'effet de régaler ses lecteurs de quelques phrases aussi fausses que ridicules ; ce n'est pas pour cela qu'il a entrepris d'élever sa voix chargée de régénérer la Corse. Ce journal se tire bien vite d'embaras, et son ex-

(1) Pour le *Progressif* nous sommes des plagiaires quand nous reproduisons des articles empruntés à d'autres journaux ; mais quand, lui, fait la même chose et très largement encore, il n'est pas plagiaire bien entendu. C'est encore à un échantillon de la bonne foi du *Progressif*. Qui donc, par hasard, d'après cela, pourrait croire à la bonne foi de ce journal ? Ce n'est pas lui, au moins, nous le prouvons aujourd'hui même.

case banale la voici : ma bonne foi serait parfaitement démontrée !!! C'est là, il faut l'avouer, une admirable justification et bien absurde seraient ceux qui, injuriés par lui, ne s'en contenteraient pas : va donc pour la bonne foi du *Progressif*. Mais il n'y a qu'un petit malheur, c'est que cette étonnante et robuste bonne foi qu'il nous donne pour remède aux plaies qu'il s'efforce de faire, n'est guère qu'une fiction aussi fabuleuse que la plupart de ses attaques sont gratuites. En effet, voyez comme cette bonne foi se manifeste ! Mise en demeure par un arrêt de la justice, dont elle a dû avoir connaissance, de réparer le tort qu'elle a voulu causer, elle s'obstine à ne pas vouloir reconnaître qu'elle a été induite en erreur et à nous qui, dans l'intérêt de la vérité, signalons au public et au public seul, car nous ne sachions pas que l'*Insulaire* pénétre dans la Sarthe, ce mauvais procédé du *Progressif*, il nous suscite une querelle d'Allemand en nous accusant, et cela sans rire, de délation à son égard. N'est-ce pas là une belle preuve de bonne foi ? Ainsi voilà le système du *Progressif* exprimé dans toute sa naïve crudité. Un journal pourra attaquer, calomnier, diffamer. A cela rien à dire : ma bonne foi sera parfaitement démontrée ! Que si la justice s'en mêlait et voulait imposer une satisfaction ? Mauvaise plaisanterie, dira ce journal ; ma bonne foi sera parfaitement démontrée ? Moi son-ger à mal ? Mais comment donc ! C'est impossible. C'est mon correspondant qui m'a trompé ; c'est mon confrère qui m'a induit en erreur. Adressez-vous à eux ; cela ne me regarde pas.

C'est là, il faut le reconnaître, un système parfaitement odieux et devant lequel pâlissent anguleusement l'absurde accusation de délation que le *Progressif* a imaginée contre nous, voulant faire prendre le change à l'opinion et lui faire oublier qu'il a été pris en flagrant délit de misérables commérages, dont un arrêt de tribunal a fait sa bonne justice ; en flagrant délit d'opiniâtreté à ne pas vouloir reconnaître des torts dont sa bonne foi exemplaire lui rendait l'aveu si facile. Nous sommes des délateurs, parce que, pour l'édification de tous, nous avons porté publiquement une main profane et révélatrice sur l'arcanes, inviolable et sacré sans doute, des odieuses inventions du *Progressif*. N'est-ce pas là une plaisanterie par trop bouffonne de la part de ce dernier ?

Qu'il se rassure puisqu'il paraît si fort alarmé sur les chances d'une réparation pécuniaire. Nous ne cherchons pas à lui susciter des procès et nous n'avons nul désir qu'on fasse un accroissement à sa bourse qu'il défend avec tant de frénésie. Nous n'aurons pas le moindre droit à faire valoir contre elle. Mais ce qui fait beaucoup plus de tort à sa considération, c'est que chaque jour l'opinion publique est mise en mesure de savoir à quoi s'en tenir sur son compte et que le nouvel échantillon qu'il administre aujourd'hui de sa bonne foi, ne contribuera pas peu à accréditer l'idée que celle-ci n'est plus qu'un mythe assez obscur pour tous.

A ce qu'il paraît, l'*Insulaire* a porté un coup assez rude au *Progressif* qui se déclare fidèlement son plus mortel ennemi. Les faits sur lesquels nous avions appelé l'attention publique étaient trop concluants, pour qu'on osât les discuter. Aussi, on répond par les aménités que l'on connaît si bien. Nos observations parfaitement motivées ne sont que des injures pour lesquelles on professe un profond dédain. Cela pourrait être habile et ce serait se tirer assez cavalièrement d'embaras, si, à côté de ce dédain qu'on affiche si résolument et avec l'air d'une victime horriblement persécutée et parfaitement innocente,

on n'ajoutait aussitôt les expressions les plus violentes du dépit et de la colère, qui n'ont pas même le mérite de la nouveauté et dont le public a déjà fait justice. Quand on veut affecter la modération, il faudrait être plus adroit. Pour nous, nous dédaignons parfaitement ces attaques et nous le prouvons en coupant court à ces indécentes personnalités.

Que le *Progressif* se rassure : nous ne prétendons pas lui faire la leçon. Nous nous respectons trop pour descendre jusqu'à vouloir, ce qui serait impossible, discuter avec ce journal. Quand nous parlons de lui, nous nous adressons à l'opinion publique et non à lui. Cela dit, une fois pour toutes, évitons à notre adversaire les explosions emphatiques de ses colères à froid et lui sauvera plus d'un ridicule.

Le Pensionnat de demoiselles, établi à Bastia et dirigé par mademoiselle Testa, s'ouvrira mardi prochain 1^{er} octobre.

Nouvelles Diverses.

On lit dans le *Journal des Débats* du 19 :

Le gouvernement a reçu, dit-on, aujourd'hui des dépêches qui lui font connaître les stipulations du traité conclu avec le Maroc. Le texte de ce traité sera sans doute publié. Quant à nous, voici ce que nous en avons appris et ce que nous nous hâtons de porter à la connaissance de nos lecteurs.

La disposition la plus importante est celle qui concerne Abd-el-Kader. L'émir est déclaré hors la loi. En conséquence, les Marocains s'engagent à le poursuivre à main armée dans toute l'étendue de leur territoire, jusqu'à ce qu'ils l'aient expulsé ou qu'ils se soient emparés de sa personne. Si l'émir tombe dans leurs mains, ils s'engagent à l'interner dans l'une des villes du littoral ouest de l'empire, jusqu'à ce que les deux gouvernements se soient entendus pour prendre des mesures qui garantissent à jamais contre ses entreprises la tranquillité de l'Algérie.

Cet article est l'article essentiel du traité. Cependant un autre article stipule qu'un châtiment exemplaire sera infligé aux chefs marocains qui ont violé la paix et envahi notre territoire. L'empereur s'engage à empêcher à l'avenir tout rassemblement de troupes sur notre frontière et à ne pas avoir plus de deux mille hommes sous le commandement du caïd d'Ouchda, la ville qui nous avoisine et que nous avons occupée après la victoire d'Izly. Quant à la délimitation des frontières, elle reste fixée comme elle l'était à l'époque de la domination des Turcs en Algérie.

Cette question des frontières a été, comme on se le rappelle, l'origine ou le prétexte de l'agression des Marocains ; le traité reconnaît nos droits et nous donne gain de cause. De nouvelles négociations auront lieu dans le but de compléter et de consolider les anciens traités qui régissent nos relations politiques et commerciales avec le Maroc. En attendant, ses anciens traités sont maintenus, et la France jouira en toute chose dans l'empire du traitement de la nation la plus favorisée.

Dès que l'empereur de Maroc a pu apprécier exactement l'étendue de ses pertes, son plus vif désir a été de faire la paix avec la France, mais il ne crut pas à la possibilité d'obtenir des conditions aussi avantageuses qu'avant la guerre. Il chargea un renégat italien, nommé Albrizi, qui lui avait toujours conseillé le parti de la violence, de se rendre auprès du gouverneur de Tanger

pour lui enjoindre d'aller sans retard à bord du vaisseau-amiral ouvrir les négociations, menaçant, si sa mission n'avait pas de succès, du sud-plice du mur. Ce supplice consista dans la construction d'un mur d'environ de deux mètres de haut sur un mètre de large, au milieu duquel on place le coupable, en ayant soin de ne laisser qu'une petite ouverture de la dimension de son visage, par laquelle on lui donne des aliments. Le malheureux, avant d'expirer, passe ordinairement plusieurs jours dans cette position affreuse, exposé aux regards avides de la foule. Ce mode de punition, qui est particulier au Maroc, n'est employé que pour les criminels d'Etat. Le succès rapide des négociations a sauvé le renégat Albrizi de cette horrible torture.

(Revue de Paris.)

On lit ce soir dans le *Messenger* :

Le gouvernement a reçu des nouvelles de l'île de Taïti en date du 24 avril.

Après avoir vainement cherché à ramener les rebelles qui nous avaient attaqué à Taravan, M. le gouverneur Bruat est allé les combattre à Mahabana, où ils avaient élevé des retranchements qui défendaient un millier d'hommes armés, avec trois canons.

Le 17 M. le gouverneur Bruat a débarqué avec 441 hommes de toutes armes. Les redoutes ont été enlevées à la baïonnette ; les rebelles ont eu 102 hommes tués, leur drapeau a été pris et leurs canons enlevés.

Le lendemain, nous avons détruit leurs ouvrages et enlevé leurs armes et leurs munitions.

De notre côté, nous avons à déplorer la perte de deux officiers : M. du Nansouty, enseigne de vaisseau, et M. Seiquet, officier d'artillerie. Nous avons eu en outre cinquante deux hommes blessés.

Le château de Windsor, où le Roi va faire sa visite à la Reine Victoria, fut construit il y a sept siècles, par Guillaume-le-Conquérant. Windsor est une charmante petite ville au bord de la Tamise, à sept lieues à l'ouest de Londres ; c'est le Versailles de l'Angleterre. Son château royal, résidence d'été de tous les souverains depuis Guillaume, la chapelle où se tiennent les assemblées de l'ordre de la Jarretière, la promenade en terrasse de 1,870 pieds de longueur, la forêt de vingt lieues de tour, les sites qui l'environnent, son histoire, tout a concouru pour donner à cette résidence royale la célébrité qu'elle a depuis longtemps.

On lit dans le *Journal du Cher* du 19 septembre :

Lundi, sur les six heures du soir, don Carlos, la princesse sa femme et le prince des Asturies son fils, sont arrivés à Bourges, de retour des eaux de Néris ; qu'ils avaient quittés le même jour, à dix heures du matin.

Le *Times*, en reproduisant la nouvelle donnée par un autre journal anglais d'un prétendu traité sur le point d'être signé entre l'Angleterre et le Pacha d'Égypte, dit : « Il est à peine nécessaire d'ajouter, pour l'instruction du petit nombre de ceux qui auraient pu se laisser prendre à cette fiction transparente, que ce traité n'a et n'a jamais eu d'existence que dans la fertile imagination de l'inventeur qui a abusé de l'excessive crédulité de notre confrère. »

A cette dénégation précise nous croyons pouvoir ajouter que le ministère anglais a désavoué de la manière la plus formelle l'existence de tout projet de cette nature, et a déclaré que la note publiée sous une forme en apparence officielle par le journal anglais renfermait autant d'erreurs que de mots.

(*Journal des Débats*.)

Par ordonnance du 18 septembre, le roi a



CE JOURNAL
PARAIT
TOUS LES JEUDIS.

On s'abonne à Bastia au Bureau du Journal, rue des Écoles.
A Paris, à l'Office-Correspondance de Lajoux et Co, place de la Bourse, N° 2, où l'on reçoit les Annonces.

L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL,

Feuille d'Annonces Légales.

PRIX
DE L'ABONNEMENT.
Trois mois 4 fr.
Six mois 8
Un an 16
Pour le Contient 20 fr.
Pour l'Étranger... 24
PRIX D'INSERTION.
Diverses 40 c.
Judiciaires 30 c.
Les lettres et annonces doivent être adressées en France.

Bastia.

PORT DE BASTIA. — CLÔTURE DE L'ENQUÊTE.

L'enquête relative au port de Bastia a été close lundi soir 30 septembre. Les projets soumis à cet examen, et qui étaient au nombre de trois, ont été exposés pendant un mois à l'attention publique et un grand nombre de citoyens de différentes professions sont venus soumettre leurs avis. Il n'y a pas eu divergence de vues et tout le monde s'est accordé à donner la préférence au n° 3. Pour nous, nous n'avons rien à ajouter à cette enquête et nous nous bornerons à exposer quels étaient les trois projets.

Le projet n° 1, consistait dans l'amélioration du port actuel. Il aurait donné un port d'une superficie de 5 hectares 15, et aurait nécessité une dépense de 1,910,000. La contenance du port actuel n'est que de 2 hectares 91. L'amélioration, dans ce cas, ne serait que de 2 hectares à peu près et le port actuel, ainsi amélioré, serait loin d'offrir les deux conditions d'étendue et de sûreté que l'on doit, avant tout et par dessus tout, désirer.

Le projet n° 2, établissant le port dans l'anse St-Nicolas, lui donnerait une superficie de 10 hectares 89, et absorberait la somme de 2,550,000. Mais la passe serait au Nord, et le port, dès lors, serait loin d'offrir la sécurité que l'on doit se proposer d'établir, avec non moins d'empressément que l'étendue. Ce projet offrirait, sur le port actuel près de 8 hectares de superficie en plus; 5 hectares 75, sur le port actuel amélioré et il ne nécessiterait qu'une dépense de 640,000 fr. en plus comparée à celle qui serait absorbée par l'amélioration du port actuel.

Enfin le n° 3, établissant le port également à l'anse St-Nicolas, mais avec la passe au Sud, donnerait une superficie de 12 hectares 79, c'est-à-dire qu'il aurait 8 hectares 79 de plus que le port actuel; 7 hectares 63 de plus que le port actuel amélioré; 1 hectare 90, de plus que le n° 2, et qu'il aurait la passe au Sud. Sous le rapport de la dépense, l'augmentation serait peu sensible quand on la compare aux avantages qu'on se procurerait et qui donneraient à ce port l'étendue et la sécurité si indispensablement nécessaires.

Cette augmentation serait de 1,140,000 fr. sur le n° 1 et de 500,000 seulement sur le projet n° 2.

C'est à ce dernier projet, nous le répétons, que se sont ralliés toutes les personnes qui ont pris part à l'enquête et c'est aussi celui auquel l'administration des Ponts-et-Chaussées paraît accorder la préférence.

Maintenant la commission nautique, une commission d'enquête et le conseil municipal auront encore à se prononcer sur cette importante question qui s'approche ainsi chaque jour de sa solution.

La prospérité d'une ville peut s'induire de quelques faits qui ne sont pas sans importance et qui montrent, par exemple, que là où l'affluence

des voyageurs se fait remarquer, là aussi doivent s'accomplir des progrès réels, positifs. Les villes, dont le mouvement extérieur se retire, où le va et vient diminue ou reste stationnaire, dont les rapports avec les pays voisins s'arrêtent, sont évidemment en voie de décadence. Sous ce rapport il n'est pas sans intérêt de voir quel a été le nombre des voyageurs entre Bastia et la France, et entre Bastia et l'Italie. Le tableau statistique suivant, que nous publions, démontrera que sous ce point de vue, comme sous beaucoup d'autres, Bastia est en voie de progrès.

Mouvement numérique des voyageurs partis du port de Bastia.

Moyenne jusqu'à l'année 1837.	Voyageurs français partis pour le Continent.		Voyageurs étrangers partis pour la France ou pour l'étranger.	TOTAL.
	Français.	Etrangers.		
Année 1839 ..	809.	113.	190.	882.
Id. 1840 ..	806.	202.	202.	1,210.
Id. 1841 ..	861.	208.	223.	1,092.
Id. 1842 ..	887.	272.	220.	1,379.
Id. 1843 ..	890.	294.	113.	1,297.
Id. 1844 ..	645.	336.	241.	1,222.
TOTAL ..	3,162.	1,372.	1,106.	5,640.
Moyenne de 1839, à 1843 ..	632.	274.	221.	
Moyenne totale .. 1,127. (*)				

(*) Ne sont pas compris dans ce nombre les ouvriers étrangers qui arrivent annuellement en Corse. Ce nombre, est année moyenne, de six à sept mille.

Depuis que M. le maréchal Sebastiani est au milieu de nous, il a pu se convaincre chaque jour davantage des sentiments d'affection et de respect que l'on professe en Corse pour sa personne, en même temps qu'il a pu s'éclairer, sur les lieux, des besoins du pays qu'il connaissait déjà si bien et auxquels il est parvenu à faire accorder les satisfactions nécessaires. Tous les jours, il reçoit un grand nombre de visites et ces rapports journaliers ne font que resserrer plus étroitement les liens qui l'attachent à la Corse.

Mardi dernier, le conseil municipal de Bastia a offert un banquet à M. le maréchal Sebastiani et à sa famille. Les principales autorités civiles et militaires avaient été conviées à cette réunion, pendant laquelle a régné la cordialité la plus grande. A la fin du repas, M. Lazaretti, maire de la ville de Bastia a porté un toast au roi, à la famille royale et à M. le maréchal Sebastiani. Ce dernier a répondu au toast de M. le maire et il a fait ressortir tous les bienfaits que la Corse devait au gouvernement paternel du roi. Ces deux toasts ont excité la plus vive sympathie. La musique du 8^e de ligne a exécuté, pendant le repas, différents morceaux et le soir, à 8 heures, un feu d'artifice,

que le mauvais temps de dimanche avait forcé d'ajourner, a été tiré sur la place Louis-Philippe, en présence d'un concours immense attiré par ce spectacle si rare à Bastia. Les habitants de la haute ville avaient, de leur côté, fait de brillantes illuminations.

M. le Maréchal Sebastiani doit quitter demain Bastia pour se rendre à Vescovato et à Olmetta. De là il ira à Ajaccio où il se propose de passer quelques jours.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA CORSE.

Session de 1844.

Le conseil s'est réuni le 16 septembre et a nommé pour son président M. Cunéo d'Ornano. M. Benedetti, conseiller de préfecture remplissant les fonctions de préfet en l'absence de M. Jourdan, a lu un rapport sur les différentes branches du service départemental.

Voici le vote que le conseil général a exprimé à l'égard de M. Jourdan :

- S'associant au vote par lequel la chambre des députés a accueilli les paroles que M. le ministre de l'intérieur a prononcées à la tribune dans la séance du 6 juillet dernier, le conseil, organe des intérêts et des besoins généraux du pays, sanctionne les votes précédemment émis sur l'administration de M. Jourdan et lui renouvelle le témoignage de sa haute estime et de ses plus vives sympathies.

BUDGET DE 1845.

Dépenses ordinaires.

Sous-chapitres.	fr.	c.
1 ^{er} Trav. ordinaires des bâtimens.	13,600	—
2. Contributions.	—	—
3. Loyers des hôtels de préfecture et de sous-préfecture.	5,000	—
4. Mobiliers idem.	2,900	—
5. Casernement de la gendarmerie.	23,200	—
6. Prisons départementales.	56,035	—
7. Cours et tribunaux.	17,310	—
8. Corps de garde des établissements départementaux.	500	—
9. Entretien des routes départementales.	11,000	—
10. Enfants trouvés ou abandon.	44,000	—
11. Aliénés.	14,000	—
12. Impressions.	8,000	—
13. Archives du département.	2,980	—
14. Frais de translation, de route et autres.	2,702	75
15. Dettes ordinaires.	11,856	25
Total.	213,084	99

DÉPENSES FACULTATIVES D'UTILITÉ DÉPARTEMENTALE.

- 16. Trav. neuf des bâtimens, etc. Construction d'une nouvelle prison à Sartène, afin d'accroître les ressources applicables à cette destination. 2,000

conféré à M. le maréchal Bugeaud le titre de duc d'Isly.
— On lit dans une lettre de Toulon à la date du 15 :

« Lorsque l'escadre, sous les ordres du prince de Joinville, arriva à Cadix, les officiers avaient pris connaissance des lettres qui avaient été publiées par le *Times*, et ils résolurent de demander satisfaction aux officiers du Warspite, auteurs présumés de ces lettres; ils avaient l'intention d'envoyer une députation aux officiers du Warspite; mais, dans l'intervalle, le prince de Joinville avait eu connaissance de leur projet; il écrivit immédiatement au commodore anglais une lettre pleine de dignité, demandant en son propre nom et en celui des officiers placés sous ses ordres la rétraction des insultes contenues dans les lettres publiées par le *Times* comme provenant des officiers du Warspite. Nous apprenons que le commodore a répondu au prince, en disant qu'il ne pouvait pas croire qu'il y eût dans la marine anglaise des officiers assez lâches pour mettre en doute le courage des officiers français, et en promettant d'insérer dans le *Times* la rétraction demandée. Le Warspite arriva à Cadix peu de temps après la réception de cette lettre; il se proposait d'y jeter l'ancre, lorsqu'il reçut l'ordre de partir pour Gibraltar. »

— On écrit de Constantine, le 4 septembre : « L'émigration des tribus limitrophes placées sous la dépendance du bey de Tunis, continue et devient un fait grave. Nous ne comptons pas moins aujourd'hui, sur notre territoire, de 250 donars, c'est-à-dire près de 3,000 tentes des Dreïles, tribu Mezergien. Le motif de leur émigration est une levée d'hommes que le bey voulait faire, parmi ces populations laborieuses, pour ses troupes régulières. »

« Sur les ordres du commandant supérieur, un escadron de chasseurs, commandé par le capitaine Devaux, est parti pour faciliter le rétablissement de l'ordre parmi ces réfugiés, soit en les internant chez nous, soit en les renvoyant chez eux. »

« Le duc d'Almale a pris des mesures pour que cette affaire ne compliqua pas nos relations avec Tunis. »

« Pendant que M. Devaux se rendait chez les Hapéncha, il a été assez heureux pour surprendre, sur l'Oued-Cheriff, un goum de 250 cavaliers haracta en flagrant délit de razzia contre les Achach; il les a immédiatement chargés et mis en fuite, sans qu'ils aient pu rien emporter. Un de leurs cavaliers a été tué; la tribu des Haracta a été condamnée pour ce fait à une amende de 5,000 fr. »

« Notre impôt atteint presque aujourd'hui le chiffre de 3 millions. » (Moniteur Parisien)

— ANGLETERRE. Les affaires d'Irlande préoccupent tous les journaux de Londres. Le *Times* fulmine un très long réquisitoire contre le projet d'union fédérale entre l'Angleterre et l'Irlande. Le *Globe* conseille au ministère de s'abstenir de la politique coercitive qui ne ferait qu'irriter le sentiment public :

« Les liens, dit-il, qui unissent aujourd'hui l'Irlande à l'Angleterre, ne sont point des liens de consanguinité et d'amour; ce sont ceux de la crainte produite par la présence d'une force militaire écrasante. Ces liens même peuvent être brisés; mais le résultat de l'expérience serait la ruine pour l'une des deux nations, des dangers et des calamités pour l'autre. »

— La *Gazette d'Augsb.* annonce que la tentative faite par les révolutionnaires italiens réfugiés à Malte et à Corfou pour enrôler des bandes d'aventuriers dans l'Albanie, à l'effet de faire une descente dans les États romains a échoué complètement. Selon le même journal, M. Mazzini

serait sur le point de publier une brochure intitulée : *Les derniers moments des patriotes sacrifiés à Cosenza.*

— Une autre ordonnance du même jour nomme M. le prince de Joinville vice-amiral. (Idem.)
— M. Muhler, ministre de la justice en Prusse, vient de donner sa démission. M. Muhler était dans le ministère prussien le représentant des idées libérales, en ce sens qu'il était contre le secret de la justice et partisan de la publicité des débats. Ses efforts ayant été jusqu'à présent infructueux, M. Muhler a dû se retirer des affaires publiques.

— On lit dans le *Gleaner*, journal d'Amiens, du 4 septembre :

« Une tentative d'évasion a été découverte le 9 de ce mois, à quatre heures trois quarts de l'après-midi, parmi les prisonniers politiques détenus dans la citadelle de Doullens, qui avaient pratiqué un commencement de galerie souterraine. Le puits de cette galerie avait 2 mètres de profondeur et 3 de diamètre. On évaluait à plus de 5 mètres cubes la quantité de terre extraite, et répandue, dit-on, dans le petit jardin que les détenus cultivent. On estime qu'ils pouvaient avoir encore 8 mètres à parcourir sous terre pour passer sous le chemin de ronde et déboucher à l'extérieur du second chemin, d'où ils auraient pu gagner le rempart et descendre dans les fossés à l'aide de cordes ou de draps de lits. »

« La découverte de cette tentative d'évasion a jeté quelques uns de ces détenus dans un tel état d'exaspération qu'ils se sont mis à briser les meubles et la vaisselle à leur usage. Cependant dix minutes ont suffi pour rétablir l'ordre sans qu'il fût nécessaire d'appeler l'intervention de la force armée. »

— On lit dans le *Correspondant de Nuremberg* :

« Le voyage de l'empereur à Trieste, donne lieu à beaucoup de commentaires. On parle de la formation d'un Zollverein italien. On ajoute que les États héréditaires accéderaient à l'Union des douanes allemandes. La Hongrie resterait exclue. D'un autre côté, on croit que la France et l'Angleterre sauront empêcher l'union des grands États, et le tout se bornerait à une convention douanière entre les petits États de l'Italie du nord et l'Autriche. L'accession des États autrichiens au Zollverein allemand, à l'exclusion de la Hongrie, est soumise à beaucoup moins de difficultés. »

— Bayonne, 19 septembre.
M. Martinez de la Rosa a accepté le portefeuille des affaires étrangères. La *Gazette officielle*, du 16 septembre, publie le décret en date du 21 août.

Le maréchal-de-camp Pavia a été nommé, le 15 capitaine-général de la Navarre. Le dévouement du scrutin général confirme le triomphe du parti ministériel à Madrid.



Un des bateaux à vapeur de la Compagnie Valéry Frères partira de Bastia pour Ajaccio le 1^{er} octobre, à 7 heures du soir, en relachant à l'île-Rousse et Calvi. Il repartira d'Ajaccio le 3 à 7 heures du soir.

PORT DE BASTIA. ARRIVÉES

LIVOURNE, bk-gtte Ville de Bastia, c. Zanzi, briques, chanvre.
MACINAGGIO, bateau St-Antoine, c. Giorgi, en lest.
MACINAGGIO, bateau St-Antoine, c. Filippi, en lest.

LIVOURNE, bat. à vap. Maréchal Sebastiani, c. Valzi, blé, maïs.

ERBALUNGA, bateau St-Erasme, c. Nicolai, en lest.
MACINAGGIO, gondole Conception, c. Damiani, vin, et autres.

CERVIONE, bateau Lavasina, c. Guasco, vin.
BONIFACIO, bateau Irène, c. Palomba, agnès de pêche.

CALZARELLO, bateau Mantino, c. Cambiaggio, en lest.
AJACCIO, bateau à vapeur Télégraphe, c. Lota, en lest.

BONE, bk-gtte sarde Les Ames du Purgatoire, c. Emanuelli, blé, froment.

ERBALUNGA, bateau Lavasina, c. Figsrella, pierres ouvrées.

ERBALUNGA, bateau Zéphir, c. Ricci, en lest.
LIVOURNE, bateau à vapeur Maréchal Sebastiani, c. Sisco, lard, graisse, etc.

PORTOVECCHIO, tartane Conception, c. Gabrielli, bois à brûler.
MARSEILLE, bk-gtte Solenzara, c. Moneglia, tabac, sucre, etc.

BRANDO, bateau Zéphir, c. Ricci, en lest.
BRANDO, bateau St-Erasme, c. Nicolai, en lest.

CAGNANO, bateau St-Joseph, c. Olivieri, en lest.
MARSEILLE, paquebot-poste Ajaccio, c. Prudent, dépêches et passagers.

LIVOURNE, bateau à vapeur Télégraphe, c. Lota, diverses marchandises.

PIANOSA, felouque napolitaine St-Michel, c. Scotto, agnès de pêche.

CERVIONE, gondole Assomption, c. Dominici, vin en fûts.

LIVOURNE, bateau à vapeur de l'État le Phare, c. N... lieutenant de vais. ayant à son bord M. le Maréchal Sebastiani.

DÉPARTS

MARSEILLE, paquebot-poste Bastia, c. Santi, dépêches et passagers.

ERBALUNGA, bateau St-Erasme, c. Nicolai, briques, etc.

MACINAGGIO, bateau St-Antoine, c. Giorgi, tissus de coton, etc.

MACINAGGIO, bateau St-Antoine, c. Filippi, blé, haricots, etc.

LIVOURNE, bateau à vap. Maréchal Sebastiani, c. Sisco, citrons, etc.

CENTURI, bateau Conception, c. Procaccini, blé, fromage, etc.

LIVOURNE, gondole Conception, c. Petit, lupin.

LIVOURNE, bateau à vapeur Golo, c. Valzi, citrons.

GENES, bœuf Jésus-Marie, c. Banassa, bois de construction.

LIVOURNE, bateau à vap. Télégraphe, c. Lota, en lest.

ERBALUNGA, bateau St-Erasme, c. Nicolai, bois à construire.

GENES, bk-gtte Ames de Purgatoire, c. Emanuelli, blé froment.

PORTOFERRAJO, bateau Irène, c. Palomba, en lest.

LIVOURNE, bateau à vap. Maréchal Sebastiani, c. Sisco, en lest.

CAGNANO, gondole St-Joseph, c. Ceroni, futailles vides.

CAGNANO, gondole Marie Letizia, c. Franceschi, futailles vides.

MACINAGGIO, bateau St-Antoine, c. Calvani, blé froment, etc.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.